# aspects statistiques

## les revenus distribués par branche économique dans le canton de genève

n° 39
décembre 83

## salaires moyens à genève et en suisse

SOMMAIRE


| | Page |
|---|---|
| 1. Introduction | 2 |
| 2. Les revenus distribués par branche économique dans le canton de Genève de 1970 à 1979 | 3 |
| 2.1. Définitions | 3 |
| 2.2. Les revenus d'activité | 6 |
| 2.3. Les salaires | 13 |
| 2.4. Les revenus d'exploitation | 21 |
| 3. Salaires moyens à Genève et en Suisse de 1978 à 1982 | 24 |



SERVICE CANTONAL DE STATISTIQUE
Rue du 31-Décembre 8 Case postale 36 1211 Genève 6 ☎ 36 14 00

DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

# résumé


*Les tableaux statistiques sur les revenus du canton distribués par branche économique, présentés dans la première partie de ce numéro des "Aspects statistiques", sont inédits. Il s'agit de données globales élaborées dans le cadre de la statistique sur les revenus du service cantonal de statistique. Les salaires moyens par canton, calculés par l'OFIAMT, font l'objet de la seconde partie de cette publication.*

*LES REVENUS DISTRIBUES PAR BRANCHE ECONOMIQUE DANS LE CANTON DE GENEVE DE 1970 A 1979*

*La production de biens et services dans le canton a procuré, en 1979, un revenu global de 7,7 milliards de francs. Sur ce montant, les 9/10 correspondent aux salaires versés aux travailleurs, le solde étant constitué par les revenus d'exploitation des personnes indépendantes, c'est-à-dire la rémunération de leur travail et le revenu des capitaux propres investis dans leur entreprise.*

*Le montant total des salaires versés s'est accru de 94% entre 1970 et 1979. Conséquence directe de l'élévation du taux d'activité féminin, la masse salariale échéant aux femmes a plus que doublé durant cette période et sa part a progressé de 26,7% à 30,1% du total des salaires.*

*Les salaires distribués par les branches économiques fournissent d'intéressantes informations sur la structure de la production genevoise. C'est ainsi que les travailleurs du secteur tertiaire se sont vu attribuer 75,9% des salaires versés en 1979 (69,2% en 1970). Huit branches d'activité ont principalement participé à l'essor de ce secteur : banques, assurances, affaires immobilières, administration publique, organisations internationales, instruction et recherche, hygiène publique et services de réparation. Leur contribution relative à la rétribution des salariés a passé de 36,3% en 1970 à 43,4% en 1979. Dans le même laps de temps, la part du secteur secondaire a reculé de 27,9% à 22,5%.*

*La récession économique a fortement influencé l'évolution des revenus d'exploitation des indépendants qui se situent, en 1979, à plus de 20% au-dessous de leur niveau de 1970 en valeur réelle. Les activités industrielles, artisanales et du bâtiment ont enregistré un très net recul (-45,8% en valeur réelle), alors que celles liées aux transports, à l'hôtellerie, à l'hygiène publique et au secteur primaire ont connu les plus fortes croissances.*

*Des causes structurelles, telles que la diminution du nombre des personnes indépendantes et la transformation de sociétés de personnes en sociétés de capitaux, ont également joué un rôle dans cette évolution.*

*SALAIRES MOYENS A GENEVE ET EN SUISSE DE 1978 A 1982*

*Avec Zurich et Bâle-Ville, Genève figure dans le peloton de tête des cantons suisses quant au niveau de rémunération offert aux travailleurs, selon les résultats de l'enquête de l'OFIAMT.*

*Les écarts de rémunération que révèle cette statistique reflètent à la fois les influences de facteurs personnels, tels que l'âge, l'état civil, la qualification ou l'ancienneté dans l'entreprise, et les différences dans la structure par branche d'activité des cantons suisses.*

*En 1982, le canton de Genève occupe le premier rang dans la catégorie des employées, le 2e dans celle des ouvrières, le 3e chez les ouvriers et le 7e chez les employés.*

# les revenus distribués par branche économique dans le canton de genève

# salaires moyens à genève et en suisse

Page

Sommaire


1. Introduction 2
2. Les revenus distribués par branche économique dans le canton de Genève de 1970 à 1979 3
2.1. Définitions 3
2.2. Les revenus d'activité 6
2.3. Les salaires 13
2.4. Les revenus d'exploitation 21
3. Salaires moyens à Genève et en Suisse de 1978 à 1982 24


Tableaux


1. Revenus d'activité distribués dans le canton de Genève de 1970 à 1979 8
2. Revenus d'activité distribués dans le canton de Genève, de 1970 à 1979, par branche économique 10
3. Répartition des revenus d'activité, de 1970 à 1979, par branche économique 10
4. Evolution des revenus d'activité de 1970 à 1979 11
5. Comparaison du nombre d'emplois et des revenus d'activité, dans le canton de Genève, en 1975 12
6. Salaires distribués dans le canton de Genève de 1970 à 1979 15
7. Salaires distribués dans le canton de Genève, de 1970 à 1979, par branche économique 16
8. Répartition des salaires, de 1970 à 1979, par branche économique 16
9. Evolution des salaires de 1970 à 1979 17
10. Salaires distribués dans le canton de Genève, de 1970 à 1979, par branche économique 18
11. Répartition des salaires, de 1970 à 1979, par branche économique 19
12. Revenus d'exploitation distribués dans le canton de Genève, de 1970 à 1979, par branche économique 22
13. Répartition des revenus d'exploitation, de 1970 à 1979, par branche économique 22
14. Evolution des revenus d'exploitation de 1970 à 1979 23
15. Salaires mensuels moyens de l'ensemble des travailleurs, dans quelques cantons, de 1979 à 1982 25
16. Rang de quelques cantons, par catégorie de travailleurs, en 1982 26
17. Salaires bruts moyens des ouvriers et des employés, dans le canton de Genève, de 1978 à 1982 30
18. Salaires bruts moyens des ouvriers et des employés, en Suisse, de 1978 à 1982 31


Graphiques


A. Revenus d'activité distribués dans le canton 8
B. Evolution des revenus d'activité 8
C. Revenus d'activité ou valeur ajoutée par emploi 9
D. Répartition des revenus d'activité distribués dans le canton, par branche économique 11
E. Salaires distribués dans le canton 12
F. Evolution des salaires 15
G. Salaires distribués dans le canton, par branche économique 17
H. Revenus d'exploitation distribués dans le canton, par branche économique 23
I. Gains horaires moyens des ouvriers dans les cantons suisses 27
J. Salaires mensuels moyens des employés dans les cantons suisses 27


Schéma


I. Valeur de la production, consommation intermédiaire et valeur ajoutée des entreprises 4

# 1. introduction

Les lacunes des statistiques officielles sont suffisamment connues pour qu'on n'ommette pas de signaler les progrès accomplis ces dernières années en matière d'information économique régionale, plus particulièrement dans les domaines relevant des salaires et traitements et de la comptabilité régionale.

Sur le plan national, tant l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT) que l'Office fédéral de la statistique (OFS) ont réalisé d'importants travaux de régionalisation de données macro-économiques. Ceux-ci ont abouti, en 1980, à la publication des salaires moyens par canton et par agglomération pour différentes catégories de travailleurs[1)] et, en 1982, à celle des revenus cantonaux et de leurs composantes[2)].

A Genève, le développement de la statistique sur les revenus, entreprise par le Service cantonal de statistique (SCS), permet déjà de connaître le revenu global des ménages genevois, ses différentes composantes (revenus salariaux, revenus d'exploitation, revenus de transferts et de la propriété) par catégorie socio-professionnelle ainsi que les revenus distribués par les branches économiques du canton[3)]. Par la suite, cette statistique fournira les bases nécessaires pour la mise sur pied d'une comptabilité économique régionale[4)] (salaires et revenus d'exploitation, ressources des ménages, revenus disponibles des ménages, etc.) et pour l'analyse du processus de distribution et de redistribution des revenus ainsi que celle de leur concentration ou dispersion. Dans une première étape il est envisagé de calculer des revenus moyens selon la catégorie socio-professionnelle.

Quelques aspects de ces travaux des statisticiens suisses et genevois sont développés dans cette brochure qui présente, d'une part, des données sur les masses salariales et les revenus d'exploitation des personnes indépendantes créés par l'économie genevoise au cours de la précédente décennie et, d'autre part, des résultats régionalisés de l'enquête générale sur les salaires et traitements pour les années 1978 à 1982.

---

1) Salaires moyens par canton et agglomération en 1978 et 1979, OFIAMT, "La vie économique", août 1980.

2) Les revenus des cantons de 1978 à 1980, OFS, "La vie économique", juillet 1982. L'OFS a utilisé, en les modifiant légèrement, les méthodes d'estimation élaborées sous la direction du professeur G. Fischer, de Saint-Gall. Les revenus cantonaux sont désormais publiés chaque année dans "La Vie économique"; ils fournissent d'utiles éléments de comparaison sur l'importance économique des vingt-six cantons.

3) Quelques résultats de la statistique sur les revenus ont été publiés dans l'"Exposé du Conseil d'Etat sur sa politique en matière économique", pages 127 à 132, Chancellerie d'Etat, juin 1975.

4) En lien avec la section des comptes nationaux de l'OFS.

Cette publication offre ainsi une nouvelle approche de l'économie du canton par l'évaluation en termes monétaires de l'importance des diverses branches d'activité et par l'indication du niveau de rémunération atteint par les salariés genevois. Dix-huit tableaux statistiques et dix graphiques illustrent les deux thèmes traités dans ce numéro des "Aspects statistiques" qui se veut une utile contribution à la connaissance de l'économie genevoise.

## 2. les revenus distribués par branche économique dans le canton de genève de 1970 à 1979

Les résultats publiés dans ce chapitre complètent les informations traditionnellement disponibles par branche économique. Le plus souvent, en effet, l'appréciation de l'importance relative des secteurs d'activité et des branches économiques[1] se fait à partir d'enquêtes portant sur le nombre d'emplois ou la population active; ainsi en est-il des recensements fédéraux de la population et des entreprises, de la statistique fédérale de l'industrie et de la récente enquête du SCS sur les emplois dans le canton de Genève[2]. En présentant des données sur les revenus distribués par les branches économiques dans le canton, l'accent est mis sur leur contribution respective à la production de biens et services et sur leur rôle dans la création des flux de revenus rémunérant l'activité des salariés et des indépendants.

### 2.1. DEFINITIONS

Trois ensembles d'informations sur les revenus figurent dans les tableaux et graphiques des pages suivantes : les revenus d'activité (paragraphe 2.2.), qui regroupent les salaires versés aux travailleurs (2.3.) et les revenus d'exploitation des personnes indépendantes (2.4.).

Les masses salariales et les revenus d'exploitation peuvent être envisagés de deux points de vue :

- dans la perspective de la production, ils représentent une part importante de la valeur de la production brute ou de la valeur ajoutée des différentes branches,
- dans la perspective du revenu, ils constituent les revenus primaires qui rémunèrent l'activité des salariés et des personnes indépendantes[3].

---

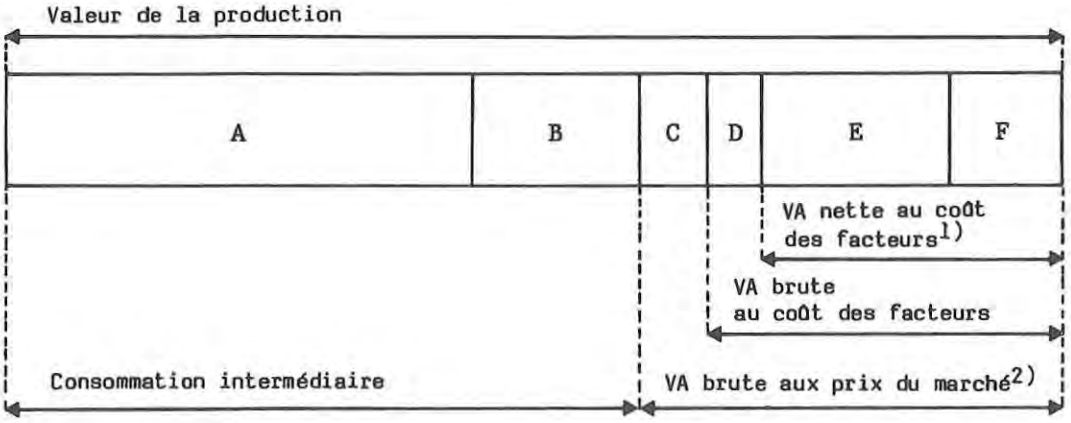
1) Economistes et statisticiens ont pour habitude de découper l'économie en trois secteurs : le secteur primaire (agriculture, horticulture, pêche, etc.), le secondaire (industrie, arts et métier, bâtiment, économie énergétique, protection de l'environnement, etc.) et le tertiaire (commerce, banques, assurances, transports et communication, hôtellerie, administration publique, instruction et recherche, hygiène publique, etc.). Le terme "branche économique" désigne, dans cette publication, toute subdivision d'un des trois secteurs.

2) Voir "Les emplois à Genève en 1982", collection "Aspects statistiques", n° 36, juin 1983.

3) Le revenu primaire incorpore, outre la rémunération des salariés et le revenu d'exploitation des indépendants, le revenu de la propriété échéant aux ménages privés (intérêts, dividendes, loyers perçus, redevances pour brevets, etc.).

Schéma I

Valeur de la production (= chiffre d'affaires), consommation intermédiaire et valeur ajoutée (VA) des entreprises




A. Consommation de marchandises et de matières premières.
B. Autres coûts ayant le caractère de consommation intermédiaire.
C. Impôts indirects moins subventions.
D. Amortissements.
E. Salaires, traitements et contributions sociales des employeurs.
F. Excédent d'exploitation : rémunération du capital et de l'activité de l'entreprise.

1) Rémunération des facteurs de production.

2) PIB au prix du marché.

Source : OFS.

Remarque : les masses salariales publiées dans cette brochure ne recouvrent pas la totalité de la surface E du schéma; il en est de même pour les revenus d'exploitation par rapport à la surface F.

Salaires distribués et production

Les masses salariales distribuées par branche correspondent à la rémunération directe du travail salarié. Elles sont établies dans l'optique du produit intérieur brut : elles regroupent les salaires et traitements versés en contrepartie de l'activité économique localisée à Genève; les masses salariales prises en considération sont donc distribuées par des agents économiques localisés à l'intérieur des frontières cantonales. En raison de l'importance du secteur des organisations internationales gouvernementales à Genève, la délimitaion du territoire économique du canton est élargie par rapport aux principes de la comptabilité nationale : les organisations internationales gouvernementales sont considérées comme des unités résidentes et non pas comme des enclaves extra-territoriales; en revanche, les consulats et les délégations permanentes auprès des organisations internationales restent exclus du territoire économique cantonal, car ils sont considérés comme des enclaves des territoires des pays qu'ils représentent.

Si les masses salariales, selon les branches d'activité, donnent des indications sur la formation et la structure de la production de l'économie cantonale, elles ne portent que sur la contribution en valeur du travail salarié. Les autres éléments constitutifs de la valeur de la production au coût des facteurs ne sont pas pris en compte. En 1975, seule année pour laquelle on dispose d'un compte de production en Suisse, les dépenses de personnel (salaires et contributions sociales des employeurs) représentaient 64,3% de la valeur ajoutée ou du produit intérieur brut au coût des facteurs (60,9% du PIB aux prix du marché). Cependant, en raison de différences structurelles, la fraction de la valeur produite constituée par cet agrégat varie fortement selon les branches d'activité. En effet, les contributions respectives à la production du travail salarié et du travail indépendant ne sont pas semblables dans les différentes branches économiques. De plus, l'intensité du capital ou l'importance des capitaux engagés dans la production est une caractéristique spécifique de chaque branche économique. Par exemple, l'importance des capitaux engagés dans la production est particulièrment forte pour l'industrie chimique, pour la fourniture d'électricité, de gaz, d'eau et l'assainissement, pour les transports et les communications.

Revenu d'activité et revenu cantonal

Les revenus d'activité fournissent des indications plus complètes sur la valeur de la production du canton que les seules masses salariales. A celles-ci s'ajoutent, en effet, les revenus d'exploitation qui regroupent la rémunération du travail des personnes indépendantes et le revenu des capitaux propres investis dans leur entreprise. Font partie de la catégorie des indépendants tous les propriétaires d'entreprises individuelles ou de sociétés de personnes.

Tout comme les salaires, les revenus d'activité sont calculés dans l'optique du produit intérieur; ils représentent donc la rétribution de facteurs de production actifs dans le canton, quel que soit leur lieu de résidence[1].

En revanche, le revenu cantonal, tel qu'il est calculé par l'OFS depuis quelques années, correspond au concept national puisqu'il représente l'ensemble des rémunérations échéant aux détenteurs de facteurs de production résidant sur le territoire du canton.

---

1) En 1980, 37'000 personnes domiciliées en France ou dans le canton de Vaud venaient travailler chaque jour à Genève. Voir "Recensement fédéral de la population 1980 : structures de la population résidente du canton", collection."Aspects statistiques", no 32, décembre 1982.

Tableaux publiés

Pour chaque type de revenus (revenu d'activité, salaires, revenus d'exploitation), trois tableaux ont été calculés :

1) revenus distribués par branche économique, en milliers de francs,

2) répartition des revenus par branche économique, en pour cent,

3) évolution des revenus par branche économique, en pour cent.

Les résultats portent sur les années 1970, 1972, 1973, 1975, 1977 et 1979. Il s'agit de données brutes : les salaires comprennent toutes les cotisations sociales à la charge des salariés tandis que les revenus d'exploitation englobent la totalité des cotisations AVS/AI/APG payées par les indépendants. A l'exception des contributions sociales à la charge des employeurs, qui ne sont pas prises en compte dans les salaires, la notion de revenu d'activité est relativement proche de celle de "valeur ajoutée nette au coût des facteurs". Dans la suite du texte, ces deux concepts sont utilisés indifféremment.

Les chiffres publiés proviennent d'enquêtes, de sondages et d'estimations. Leur validité peut cependant être jugée satisfaisante. Les estimations des masses salariales sont plus précises que celles des revenus d'exploitation, notamment parce qu'elles se rapportent à un nombre beaucoup plus élevé d'agents économiques (environ 180 000 emplois salariés et 14 000 emplois indépendants en 1979). En conséquence, l'ensemble de ces informations doit être interprété avec prudence dans le sens d'indicateurs de la structure de la production genevoise.

## 2.2. LES REVENUS D'ACTIVITE (tableaux 1 à 5)

En 1979, le total des salaires et des revenus d'exploitation versés à des personnes actives dans le canton a dépassé les 7,6 milliards de francs. Par rapport à 1970, la progression est de 3,5 milliards de francs ou, en valeur relative, de 82,9%. Si l'on tient compte de la hausse des prix, mesurée par l'indice genevois des prix à la consommation, enregistrée durant cette période, soit + 56,0%, on obtient une augmentation en termes réels des revenus d'activité de 17,2%. On peut estimer que plus de la moitié de celle-ci provient de la croissance du nombre des emplois dans le canton, le solde correspondant au changement dans la structure de l'emploi et à l'augmentation réelle des rémunérations.

Répartition entre salaires et revenus d'exploitation

Les 9/10 des revenus d'activité se rapportent, en 1979, à la rémunération des salariés. En dix ans, la part des revenus d'exploitation n'a fait que décroître, passant de 15,5% en 1970 à 10,5% en 1979. Ce recul est principalement imputable au secteur secondaire, dont les revenus d'exploitation ont chuté d'environ 1/6 au cours de la précédente décennie, et, d'une manière plus générale, à la diminution probable du nombre d'entrepreneurs, qu'on ne peut pour l'instant pas chiffrer[1], et au changement de nature juridique, passage de la société de personnes à la société de capitaux.

---

1) Il faudra attendre les résultats complets du dernier recensement fédéral de la population de 1980.

Accroissement annuel moyen

La croissance annuelle moyenne des revenus d'activité s'est inscrite à 6,9% sur l'ensemble de la période, celle de la masse salariale lui a été supérieure (+ 7,6%) alors que les revenus d'exploitation n'ont progressé que de 2,4% par année. En termes réels, les taux annuels moyens de variation ont été, dans l'ordre, de + 1,8%, + 2,4% et - 2,6%. L'analyse comparative des revenus et des prix met en relief l'évolution contrastée des années septante, celles-ci pouvant être divisées en quatre périodes :

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1970-1973 : | revenus : + 12,7%[1] | prix : + 6,9%[1] | ; forte hausse des revenus réels |
| 1973-1975 : | revenus : + 5,7% | prix : + 8,4% | ; diminution des revenus réels |
| 1975-1977 : | revenus : + 1,7% | prix : + 1,9% | ; stabilité |
| 1977-1979 : | revenus : + 5,1% | prix : + 2,4% | ; hausse des revenus réels. |

Depuis 1970, l'évolution des prix et du cycle conjoncturel a été influencée par les deux "chocs pétroliers" (1973-74 et 1978-81), par la récession des années 1975-76 et par la forte appréciation du franc entre 1976 et 1978.

Répartition des revenus d'activité par secteur économique

En 1979, plus des 3/4 des revenus distribués ont été attribués à des agents économiques exerçant leur activité dans le secteur tertiaire. Celui-ci a accru sa part dans le total de 7,3% par rapport à 1970, au détriment aussi bien des activités industrielles (-3,5%) que de celles liées à la construction (-2,5%). Le secteur primaire progresse également (+ 0,3%) et sa contribution à la valeur ajoutée nette au coût des facteurs dépasse 1,0%.

Les revenus liés aux activités commerciales et bancaires, aux assurances, aux transports et à l'hôtellerie sont restés globalement stables, leur part dans la valeur ajoutée oscillant entre 41 et 42%. La progression du secteur tertiaire est due presque exclusivement au développement des branches "hygiène publique" et "autres services" (administration publique, organisations internationales, instruction, recherche, etc.) qui distribuent près de 34% des revenus d'activité en 1979 (+7,0% par rapport à 1970). Une analyse plus fine des résultats par branche figure aux paragraphes 2.3. (salaires) et 2.4. (revenus d'exploitation).

---

1) Il s'agit de taux annuels moyens.

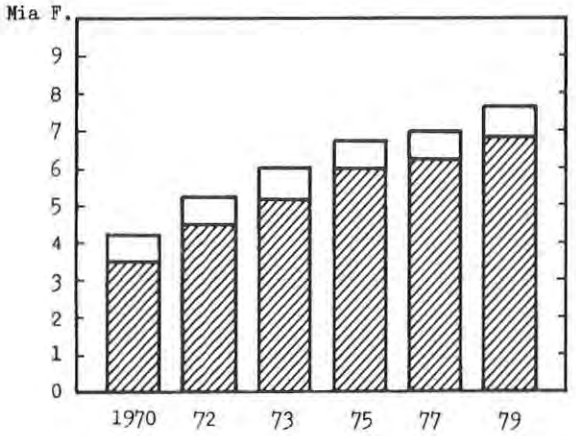
Tableau 1

Revenus d'activité distribués dans le canton de Genève de 1970 à 1979

| | 1970 | 1972 | 1973 | 1975 | 1977 | 1979 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Revenus en milliers de F. | | | | | | |
| Salaires | 3 538 083 | 4 479 150 | 5 150 767 | 5 956 422 | 6 175 454 | 6 857 053 |
| Revenus d'exploitation | 648 861 | 764 168 | 840 875 | 742 650 | 754 577 | 800 793 |
| Total | 4 186 944 | 5 243 318 | 5 991 642 | 6 699 072 | 6 930 031 | 7 657 846 |
| Répartition en % | | | | | | |
| Salaires | 84,5 | 85,4 | 86,0 | 88,9 | 89,1 | 89,5 |
| Revenus d'exploitation | 15,5 | 14,6 | 14,0 | 11,1 | 10,9 | 10,5 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Indice (1970 = 100) | | | | | | |
| Salaires | 100,0 | 126,6 | 145,6 | 168,4 | 174,5 | 193,8 |
| Revenus d'exploitation | 100,0 | 117,8 | 129,6 | 114,5 | 116,3 | 123,4 |
| Total | 100,0 | 125,2 | 143,1 | 160,0 | 165,5 | 182,9 |

Graphique A

Revenus d'activité distribués dans dans le canton

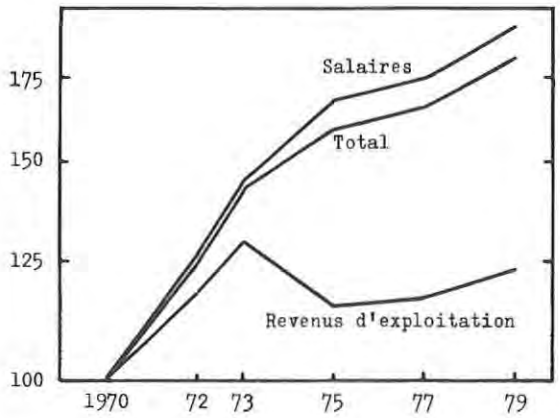



Revenus d'exploitation

Salaires

Graphique B

Evolution des revenus d'activité




Remarque :
indice 1970 = 100,
ordonnée logarithmique

Comparaison du nombre d'emplois et des revenus d'activité

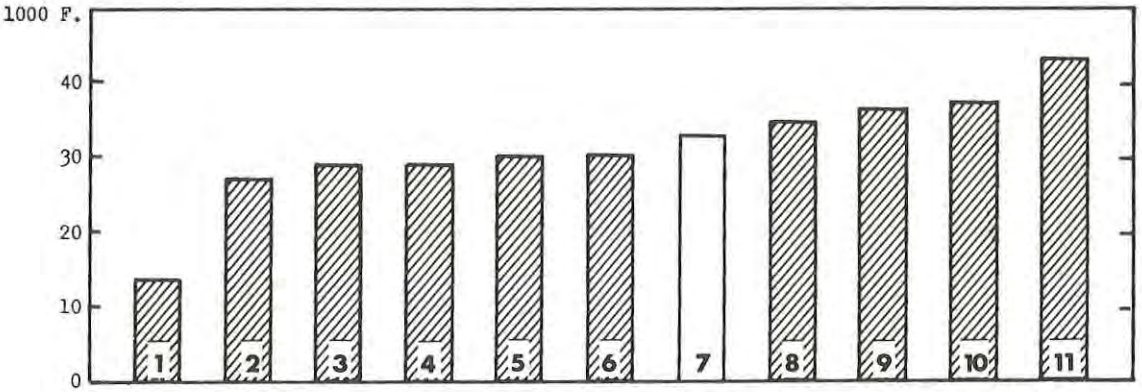
Les divers secteurs d'activité et branches économiques contribuent-ils dans la même proportion à la création des emplois et des flux de revenus dans le canton ? A cette question, la comparaison des résultats du dernier recensement fédéral des entreprises avec ceux de la statistique sur les revenus fournit d'intéressants enseignements pour l'année 1975[1].

La dernière colonne du tableau 5, intitulée "coefficient revenus/emplois", établit le rapport entre le pourcentage des revenus et celui des emplois de chaque branche. Un coefficient supérieur à 1 signifie une valeur ajoutée par emploi plus élevée que la moyennne de l'ensemble des branches. Ainsi en est-il, par exemple, du secteur tertiaire pour lequel le coefficient s'inscrit à 1,05, ce qui revient à dire que les emplois de ce secteur dégagent une rémunération de l'ensemble des facteurs de production supérieure de 5% à la moyenne des branches du canton. Au contraire, le secteur secondaire se situe 9% au-dessous de cette même moyenne.

La valeur ajoutée par emploi, obtenue en divisant le total des revenus d'activité par le nombre d'emplois correspondant s'établit à F 33'100 en 1975. Le minimum est atteint par le secteur primaire (F 13'500), pour lequel subsistent des problèmes d'évaluation, et le maximum par les activités bancaires, immobilières, de consultation et les assurances (F 43'400). Ces chiffres illustrent des différences de productivité selon les branches et ne renseignent pas sur les revenus moyens des actifs.

Graphique C

Revenus d'activité ou valeur ajoutée par emploi, en 1975




(1) Secteur primaire; (2) Transports, hôtellerie; (3) Bâtiment; (4) Commerce; (5) Secteur secondaire; (6) Industrie; (7) Moyenne de l'ensemble des branches; (8) Secteur tertiaire; (9) Hygiène publique; (10) Autres services; (11) Banques, assur., etc.

1) Dans les deux cas, l'application du concept intérieur prévaut.

Tableau 2

Revenus d'activité distribués dans le canton de Genève, de 1970 à 1979, par branche économique

| | 1970 | 1972 | 1973 | 1975 | 1977 | 1979 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Unité : 1000 F. |
| SECTEUR PRIMAIRE | 31 931 | 39 716 | 48 156 | 54 566 | 70 985 | 81 278 |
| SECTEUR SECONDAIRE | 1 187 960 | 1 449 213 | 1 606 076 | 1 653 079 | 1 642 176 | 1 713 381 |
| Industrie, arts et métiers[1)] | 909 161 | 1 081 193 | 1 198 655 | 1 290 626 | 1 323 961 | 1 393 629 |
| Bâtiment, génie civil | 278 799 | 368 020 | 407 421 | 362 453 | 318 215 | 319 752 |
| SECTEUR TERTIAIRE | 2 847 748 | 3 660 783 | 4 192 780 | 4 889 354 | 5 134 919 | 5 770 933 |
| Commerce | 606 571 | 771 559 | 862 051 | 960 035 | 976 509 | 1 075 110 |
| Banques, assurances, affaires immobilières, location, consultation | 751 023 | 954 741 | 1 078 370 | 1 196 235 | 1 253 174 | 1 429 828 |
| Transports, communications, hôtellerie | 365 497 | 467 569 | 566 481 | 600 367 | 605 149 | 673 642 |
| Hygiène publique | 190 260 | 243 918 | 283 715 | 393 270 | 423 844 | 484 238 |
| Autres services | 934 397 | 1 222 997 | 1 402 163 | 1 739 448 | 1 876 243 | 2 108 115 |
| ACTIVITE INDETERMINABLE | 119 305 | 93 606 | 144 630 | 102 073 | 81 951 | 92 254 |
| TOTAL | 4 186 944 | 5 243 318 | 5 991 642 | 6 699 072 | 6 930 031 | 7 657 846 |

1) Y compris énergie et environnement.

Tableau 3

Répartition des revenus d'activité, de 1970 à 1979, par branche économique

| | 1970 | 1972 | 1973 | 1975 | 1977 | 1979 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Unité : pour cent |
| SECTEUR PRIMAIRE | 0,76 | 0,76 | 0,80 | 0,81 | 1,02 | 1,06 |
| SECTEUR SECONDAIRE | 28,37 | 27,64 | 26,81 | 24,68 | 23,70 | 22,38 |
| Industrie, arts et métiers[1)] | 21,71 | 20,62 | 20,01 | 19,27 | 19,11 | 18,20 |
| Bâtiment, génie civil | 6,66 | 7,02 | 6,80 | 5,41 | 4,59 | 4,18 |
| SECTEUR TERTIAIRE | 68,02 | 69,82 | 69,98 | 72,99 | 74,10 | 75,36 |
| Commerce | 14,49 | 14,72 | 14,39 | 14,33 | 14,09 | 14,04 |
| Banques, assurances, affaires immobilières, location, consultation | 17,94 | 18,21 | 18,00 | 17,86 | 18,08 | 18,67 |
| Transports, communications, hôtellerie | 8,73 | 8,92 | 9,45 | 8,96 | 8,73 | 8,80 |
| Hygiène publique | 4,54 | 4,65 | 4,74 | 5,87 | 6,12 | 6,32 |
| Autres services | 22,32 | 23,32 | 23,40 | 25,97 | 27,08 | 27,53 |
| ACTIVITE INDETERMINABLE | 2,85 | 1,78 | 2,41 | 1,52 | 1,18 | 1,20 |
| TOTAL | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

1) Y compris énergie et environnement.

Tableau 4

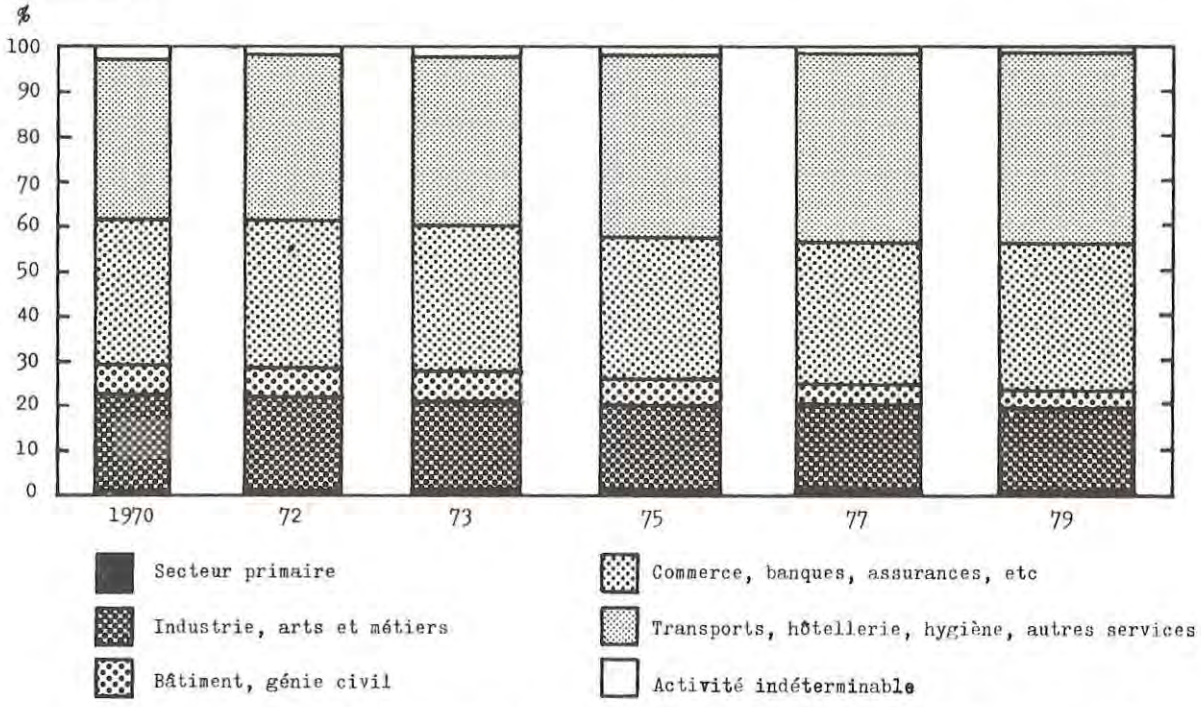
Evolution des revenus d'activité de 1970 à 1979

| | Accroissement annuel moyen entre... | | | | Accroissement 1970-79 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1970-73 | 1973-75 | 1975-79 | 1970-79 | En termes nominaux | En termes réels |
| | | | | | Unité : pour cent | |
| SECTEUR PRIMAIRE | + 14,7 | + 6,4 | + 10,5 | + 10,9 | +154,5 | + 63,1 |
| SECTEUR SECONDAIRE | + 10,6 | + 1,4 | + 0,9 | + 4,2 | + 44,2 | - 7,6 |
| Industrie, arts et métiers[1)] | + 9,6 | + 3,8 | + 1,9 | + 4,9 | + 53,3 | - 1,7 |
| Bâtiment, génie civil | + 13,5 | - 5,7 | - 3,1 | + 1,5 | + 14,7 | - 26,5 |
| SECTEUR TERTIAIRE | + 13,8 | + 8,0 | + 4,2 | + 8,2 | +102,6 | + 29,9 |
| Commerce | + 12,4 | + 5,5 | + 2,9 | + 6,6 | + 77,2 | + 13,6 |
| Banques, assurances, affaires immobilières, location, consultation | + 12,8 | + 5,3 | + 4,6 | + 7,4 | + 90,4 | + 22,1 |
| Transports, communications, hôtellerie | + 15,7 | + 3,0 | + 2,9 | + 7,0 | + 84,3 | + 18,1 |
| Hygiène publique | + 14,2 | + 17,7 | + 5,3 | + 10,9 | +154,5 | + 63,1 |
| Autres services | + 14,5 | + 11,4 | + 4,9 | + 9,5 | +125,6 | + 44,6 |
| ACTIVITE INDETERMINABLE | . | . | . | . | . | . |
| TOTAL | + 12,7 | + 5,7 | + 3,4 | + 6,9 | + 82,9 | + 17,2 |

1) Y compris énergie et environnement.

Graphique D

Répartition des revenus d'activité distribués dans le canton, par branche économique




Remarque : la largeur des colonnes est proportionnelle aux revenus d'activité de chaque année.

Tableau 5

Comparaison du nombre d'emplois et des revenus d'activité[1], dans le canton de Genève, en 1975

| | Nombre d'emplois[2] | Revenus d'activité en millions de F. | Répartition en % | | Coefficient revenus/ emplois |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Emplois | Revenus | |
| SECTEUR PRIMAIRE | 4 043 | 54,6 | 2,03 | 0,83 | 0,41 |
| SECTEUR SECONDAIRE | 54 939 | 1 653,1 | 27,59 | 25,06 | 0,91 |
| Industrie, arts et métiers[3] | 42 543 | 1 290,6 | 21,37 | 19,56 | 0,92 |
| Bâtiment, génie civil | 12 396 | 362,5 | 6,22 | 5,50 | 0,88 |
| SECTEUR TERTIAIRE | 140 129 | 4 889,3 | 70,38 | 74,11 | 1,05 |
| Commerce | 32 818 | 960,0 | 16,48 | 14,55 | 0,88 |
| Banques, assurances, affaires immobilières, location, consultation | 27 568 | 1 196,2 | 13,85 | 18,13 | 1,31 |
| Transports, communications, hôtellerie | 22 239 | 600,4 | 11,42 | 9,10 | 0,80 |
| Hygiène publique | 10 731 | 393,3 | 5,39 | 5,96 | 1,11 |
| Autres services | 46 273 | 1 739,4 | 23,24 | 26,37 | 1,13 |
| TOTAL | 199 111 | 6 597,0 | 100,00 | 100,00 | 1,00 |

1) Les données ont été ajustées pour permettre une stricte comparaison des résultats.
2) Source : recensement fédéral des entreprises de 1975, non compris les missions permanentes.
3) Y compris énergie et environnement.

## 2.3. LES SALAIRES (tableaux 6 à 11)

En dix ans la masse salariale versée par les entreprises du canton a progressé de 93,8% pour atteindre 6,9 milliards de francs en 1979 contre 3,5 en 1970. A titre de comparaison, l'indice des salaires nominaux de l'OFIAMT, calculé pour l'ensemble du pays sur la base 1939 = 100, est passé de 534 points en 1970 à 1004 points en 1979, soit une croissance de 88,0%.

### Salaires féminins

Durant les années septante, on a enregistré, en dépit de la récession économique, une croissance forte et régulière des salaires versés à des femmes. La rémunération de leur travail a plus que doublé (+ 118,2%), ce qui représente une augmentation annuelle moyenne de 9,1%, de 2,0% supérieure à celle des hommes (+7,1%). La part des salaires féminins s'est accrue sensiblement pour se fixer à 30,1% de la masse salariale totale en 1979.

Les résultats des deux derniers recensements fédéraux de la population de 1970 et 1980 fournissent, à cet égard, d'utiles explications, même s'ils ne se rapportent qu'à la population résidente (sans les frontaliers) :

- la part des femmes a passé de 38,6% à 40,6% de la population active totale,
- le taux d'activité féminin a progressé de 37,5% à 39,8%; dans le même laps de temps, celui des hommes a reculé de 66,6% à 64,6%.

### Répartition des salaires par secteur d'activité et branche économique

Les salaires distribués par branche économique font l'objet de deux séries de tableaux : dans la première (tableaux 7 à 9), les salaires sont ventilés en une dizaine d'activités économiques, ce qui permet la comparaison avec les tableaux portant sur les revenus d'activité et les revenus d'exploitation; dans la seconde série (tableaux 10 et 11), les salaires sont répartis en une trentaine de branches économiques.

- Secteur primaire

  Une croissance soutenue a caractérisé l'évolution des salaires versés par le secteur primaire : la masse salariale a été multipliée par 3,5, ce qui correspond à une augmentation annuelle moyenne de 14,9%. La part de ce secteur s'établit en 1979 à 0,5% des salaires distribués.

- Secteur secondaire

  En termes réels, c'est-à-dire compte tenu de la hausse des prix à la consommation entre 1970 et 1979 (+ 56,0%), c'est une croissance "zéro" qui caractérise l'évolution de la masse salariale distribuée par les entreprises du secteur secondaire. Les diverses composantes de ce secteur ont toutefois éprouvé des fortunes diverses, comme le montrent les chiffres suivants qui résument la période 1970-1979 :

| | Salaires versés en termes réels | Part dans la masse salariale totale |
|---|---|---|
| . industrie, artisanat | + 3,7% | - 3,47% |
| . bâtiment, génie civil | - 17,8% | - 2,06% |
| . énergie, environnement | + 42,4% | + 0,13% |
| . total du secteur | + 0,2% | - 5,40% |

A l'exception de la branche alimentation, boissons et tabacs, qui maintient sa part, et de l'industrie chimique, qui l'augmente, toutes les activités industrielles voient la proportion de leurs salaires diminuer dans le total de la masse salariale versée dans le canton. C'est ainsi que l'industrie du bois, les arts graphiques, la métallurgie, l'industrie des machines, l'horlogerie et la bijouterie ont reculé globalement de 3,1%, la rémunération de leurs salariés ne représentant plus que 12,6% du total des traitements en 1979 contre 15,7% en 1970[1]. Enfin, pour les "autres industries" (industrie textile et habillement; industries du papier, du cuir et du plastique; mise en oeuvre de la terre et de la pierre; carrières; etc.), la baisse a été encore plus marquée.

Quant à l'autre grande composante du secteur secondaire - la construction - sa participation relative à la masse salariale totale a diminué d'un tiers, passant de 6,1% à 4,0%.

. Secteur tertiaire

La part des salaires relevant du secteur tertiaire s'est fortement accrue entre 1970 et 1979, passant de 69,2% à 75,9%, soit un gain de 6,7%. A l'exception des affaires commerciales (commerce de gros et de détail) et des activités liées à la consultation, aux transports et à l'hôtellerie, l'ensemble des branches ont plus que doublé leur masse salariale en dix ans. Les plus fortes progressions ont pour cadre l'instruction et la recherche ainsi que l'hygiène publique, où l'on enregistre un triplement des salaires versés. Ces deux branches regroupent à la fois les salariés du secteur public (enseignants du département de l'instruction publique et personnel des établissements hospitaliers) et ceux du secteur privé (écoles privées, cabinets de consultation des médecins, cliniques privées, etc.).

Six branches ont enregistré un taux de croisssance proche de la moyenne du secteur (+ 112,6%), ce sont les banques (+ 114,5%), les assurances (+ 113,5%), les affaires immobilières (+ 109,4%), l'administration publique (+ 116,3%), les organisations internationales gouvernementales (+ 109,7%) et les services de réparation (+ 111,8%).

---

1) Soit une baisse de leur contribution relative à la rémunération du travail égale à 20%.

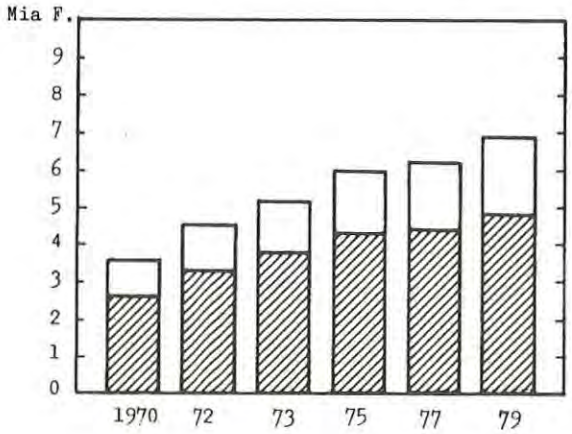
Tableau 6

Salaires distribués dans le canton de Genève de 1970 à 1979

| | 1970 | 1972 | 1973 | 1975 | 1977 | 1979 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Salaires en milliers de F. | | | | | | |
| Salaires masculins | 2 592 000 | 3 275 154 | 3 735 336 | 4 248 120 | 4 352 460 | 4 793 080 |
| Salaires féminins | 946 083 | 1 203 996 | 1 415 431 | 1 708 302 | 1 822 994 | 2 063 973 |
| Total | 3 538 083 | 4 479 150 | 5 150 767 | 5 956 422 | 6 175 454 | 6 857 053 |
| Répartition en % | | | | | | |
| Salaires masculins | 73,3 | 73,1 | 72,5 | 71,3 | 70,5 | 69,9 |
| Salaires féminins | 26,7 | 26,9 | 27,5 | 28,7 | 29,5 | 30,1 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Indice (1970 = 100) | | | | | | |
| Salaires masculins | 100,0 | 126,4 | 144,1 | 163,9 | 167,9 | 184,9 |
| Salaires féminins | 100,0 | 127,3 | 149,6 | 180,6 | 192,7 | 218,2 |
| Total | 100,0 | 126,6 | 145,6 | 168,4 | 174,5 | 193,8 |

Graphique E

Salaires distribués dans le canton

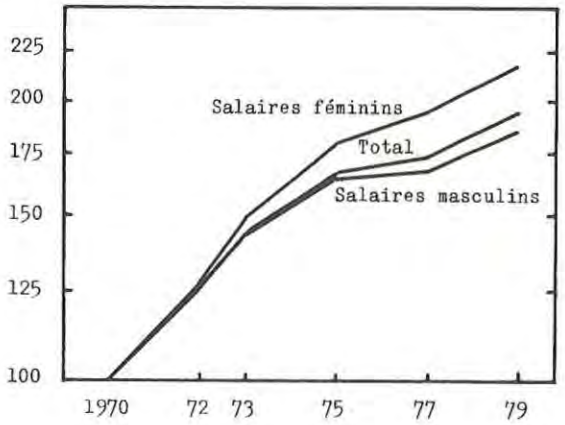



Salaires féminins

Salaires masculins

Graphique F

Evolution des salaires




Remarque :

indice 1970 = 100,
ordonnée logarithmique

Tableau 7

Salaires distribués dans le canton de Genève, de 1970 à 1979, par branche économique

| | 1970 | 1972 | 1973 | 1975 | 1977 | 1979 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Unité : 1000 F. |
| SECTEUR PRIMAIRE | 10 006 | 13 123 | 15 588 | 19 278 | 25 681 | 34 832 |
| SECTEUR SECONDAIRE | 987 919 | 1 216 561 | 1 367 290 | 1 475 204 | 1 476 384 | 1 544 439 |
| Industrie, arts et métiers[1)] | 771 583 | 930 688 | 1 055 573 | 1 167 241 | 1 197 432 | 1 266 801 |
| Bâtiment, génie civil | 216 336 | 285 873 | 311 717 | 307 963 | 278 952 | 277 638 |
| SECTEUR TERTIAIRE | 2 449 051 | 3 179 630 | 3 661 126 | 4 388 244 | 4 609 249 | 5 205 783 |
| Commerce | 508 897 | 654 355 | 732 806 | 843 296 | 862 417 | 952 456 |
| Banques, assurances, affaires immobilières, location, consultation | 593 365 | 760 436 | 866 829 | 1 004 534 | 1 052 697 | 1 216 497 |
| Transports, communications, hôtellerie | 314 955 | 404 100 | 496 468 | 537 836 | 530 524 | 593 368 |
| Autres services | 1 031 833 | 1 360 740 | 1 565 023 | 2 002 578 | 2 163 611 | 2 443 462 |
| ACTIVITE INDETERMINABLE | 91 108 | 69 836 | 106 763 | 73 696 | 64 140 | 71 999 |
| TOTAL | 3 538 083 | 4 479 150 | 5 150 767 | 5 956 422 | 6 175 454 | 6 857 053 |

1) Y compris énergie et environnement.

Tableau 8

Répartition des salaires, de 1970 à 1979, par branche économique

| | 1970 | 1972 | 1973 | 1975 | 1977 | 1979 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Unité : pour cent |
| SECTEUR PRIMAIRE | 0,28 | 0,29 | 0,30 | 0,32 | 0,41 | 0,51 |
| SECTEUR SECONDAIRE | 27,92 | 27,16 | 26,55 | 24,77 | 23,91 | 22,52 |
| Industrie, arts et métiers[1)] | 21,81 | 20,78 | 20,50 | 19,60 | 19,39 | 18,47 |
| Bâtiment, génie civil | 6,11 | 6,38 | 6,05 | 5,17 | 4,52 | 4,05 |
| SECTEUR TERTIAIRE | 69,22 | 70,99 | 71,08 | 73,67 | 74,64 | 75,92 |
| Commerce | 14,38 | 14,61 | 14,23 | 14,16 | 13,96 | 13,89 |
| Banques, assurances, affaires immobilières, location, consultation | 16,77 | 16,98 | 16,83 | 16,86 | 17,05 | 17,74 |
| Transports, communications, hôtellerie | 8,90 | 9,02 | 9,64 | 9,03 | 8,59 | 8,65 |
| Autres services | 29,17 | 30,38 | 30,38 | 33,62 | 35,04 | 35,64 |
| ACTIVITE INDETERMINABLE | 2,58 | 1,56 | 2,07 | 1,24 | 1,04 | 1,05 |
| TOTAL | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

1) Y compris énergie et environnement.

Tableau 9

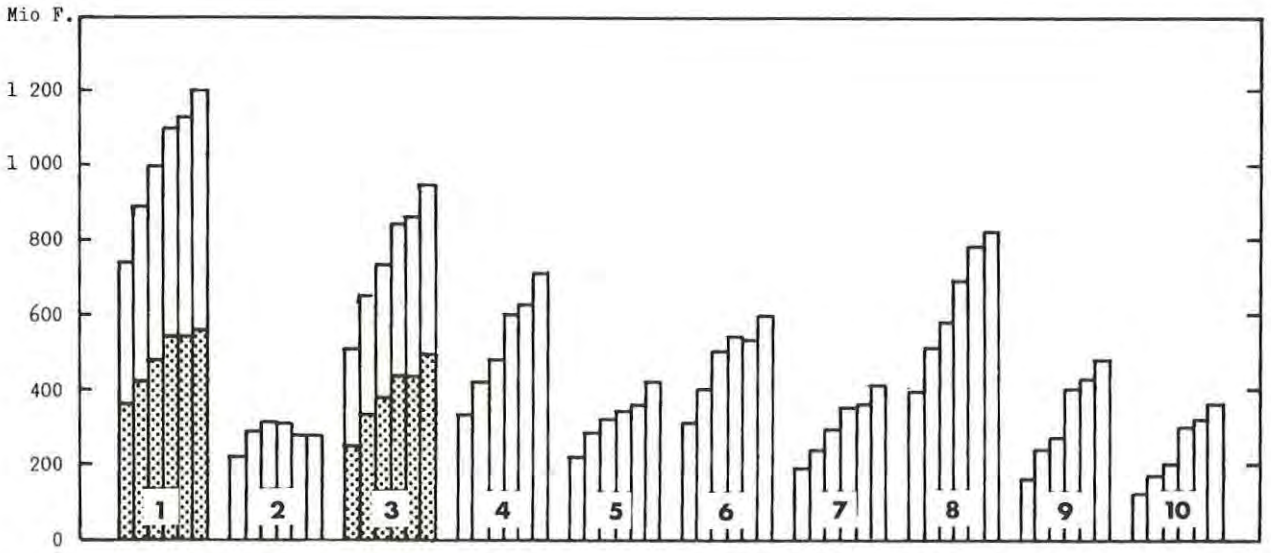
Evolution des salaires de 1970 à 1979

| | Accroissement annuel moyen entre... | | | | Accroissement 1970-79 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1970-73 | 1973-75 | 1975-79 | 1970-79 | En termes nominaux | En termes réels |
| | | | | | Unité : pour cent | |
| SECTEUR PRIMAIRE | + 15,9 | + 11,2 | + 15,2 | + 14,9 | +248,1 | +123,1 |
| SECTEUR SECONDAIRE | + 11,4 | + 3,9 | + 1,2 | + 5,1 | + 56,3 | + 0,2 |
| Industrie, arts et métiers[1] | + 11,0 | + 5,2 | + 2,1 | + 5,7 | + 64,2 | + 5,3 |
| Bâtiment, génie civil | + 13,0 | - 0,6 | - 2,5 | + 2,8 | + 28,3 | - 17,8 |
| SECTEUR TERTIAIRE | + 14,3 | + 9,5 | + 4,4 | + 8,7 | +112,6 | + 36,3 |
| Commerce | + 12,9 | + 7,3 | + 3,1 | + 7,2 | + 87,2 | + 20,0 |
| Banques, assurances, affaires immobilières, location, consultation | + 13,5 | + 7,7 | + 4,9 | + 8,3 | +105,0 | + 31,4 |
| Transports, communications, hôtellerie | + 16,4 | + 4,1 | + 2,5 | + 7,3 | + 88,4 | + 20,8 |
| Autres services | + 14,9 | + 13,1 | + 5,1 | + 10,1 | +136,8 | + 51,8 |
| ACTIVITE INDETERMINABLE | . | . | . | . | . | . |
| TOTAL | + 13,3 | + 7,5 | + 3,6 | + 7,6 | + 93,8 | + 24,2 |

1) Y compris énergie et environnement.

Graphique G

Salaires distribués dans le canton, de 1970 à 1979, par branche économique




(1) Industrie, dont métallurgie et machines (tramé); (2) Bâtiment; (3) Commerce, dont commerce de gros (tramé); (4) Banques, assurances; (5) Consultation; (6) Transports, hôtellerie; (7) Administration publique; (8) Organisations internationales gouvernementales; (9) Instruction et recherche; (10) Hygiène publique.

Tableau 10

Salaires distribués dans le canton de Genève, de 1970 à 1979, par branche économique

| | 1970 | 1972 | 1973 | 1975 | 1977 | 1979 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Unité : 1000 F. |
| SECTEUR PRIMAIRE | 10 006 | 13 123 | 15 588 | 19 278 | 25 681 | 34 832 |
| SECTEUR SECONDAIRE | 987 919 | 1 216 561 | 1 367 290 | 1 475 204 | 1 476 384 | 1 544 439 |
| Industrie, arts et métiers | 740 112 | 889 057 | 1 006 730 | 1 107 062 | 1 130 153 | 1 196 859 |
| . Alimentation, boissons et tabac | 62 324 | 84 137 | 89 353 | 94 681 | 100 482 | 120 289 |
| . Industrie du bois, du meuble | 28 895 | 35 568 | 39 466 | 39 116 | 39 526 | 46 897 |
| . Arts graphiques | 68 958 | 86 937 | 101 024 | 111 219 | 110 162 | 102 856 |
| . Industrie chimique | 63 048 | 90 686 | 111 675 | 123 450 | 139 371 | 160 864 |
| . Métallurgie; machines, appareils, véhicules | 357 755 | 414 964 | 475 441 | 541 533 | 540 084 | 557 151 |
| . Horlogerie, bijouterie | 98 636 | 103 611 | 116 912 | 131 216 | 138 637 | 157 967 |
| . Autres | 60 495 | 73 154 | 72 859 | 65 847 | 61 890 | 50 835 |
| Bâtiment, génie civil | 216 336 | 285 873 | 311 717 | 307 963 | 278 952 | 277 638 |
| Energie, environnement | 31 470 | 41 631 | 48 843 | 60 179 | 67 279 | 69 942 |
| SECTEUR TERTIAIRE | 2 449 051 | 3 179 630 | 3 661 126 | 4 388 244 | 4 609 249 | 5 205 783 |
| Commerce | 508 897 | 654 355 | 732 806 | 843 296 | 862 417 | 952 456 |
| . Commerce de gros, courtage | 250 980 | 327 569 | 375 828 | 443 848 | 436 510 | 492 440 |
| . Commerce de détail | 257 917 | 326 786 | 356 978 | 399 448 | 425 907 | 460 016 |
| Banques, assurances, affaires immobilières, consultation | 593 365 | 760 436 | 866 829 | 1 004 534 | 1 052 697 | 1 216 497 |
| . Banques | 278 182 | 351 560 | 407 286 | 499 591 | 522 376 | 596 564 |
| . Assurances | 54 914 | 67 876 | 76 358 | 96 937 | 100 918 | 117 256 |
| . Affaires immobilières, location | 41 587 | 54 301 | 65 294 | 72 027 | 75 743 | 87 085 |
| . Consultation | 218 682 | 286 699 | 317 892 | 335 979 | 353 660 | 415 592 |
| Transports, communications, hôtellerie | 314 955 | 404 100 | 496 468 | 537 836 | 530 524 | 593 368 |
| . Transports, entrepôts, expéditions; poste, télécommunications | 193 277 | 254 033 | 311 040 | 353 091 | 348 299 | 360 370 |
| . Hôtellerie, restauration | 121 678 | 150 067 | 185 428 | 184 745 | 182 225 | 232 998 |
| Autres services | 1 031 833 | 1 360 740 | 1 565 023 | 2 002 578 | 2 163 611 | 2 443 462 |
| . Administration publique | 191 131 | 243 527 | 294 196 | 347 543 | 362 367 | 413 356 |
| . Organisations internationales gouvernementales | 393 291 | 511 140 | 576 024 | 688 582 | 780 884 | 824 650 |
| . Instruction, recherche | 159 101 | 236 295 | 271 934 | 400 049 | 425 427 | 478 622 |
| . Hygiène publique | 121 705 | 168 407 | 200 568 | 302 560 | 319 662 | 363 424 |
| . Réparations | 44 049 | 51 524 | 56 148 | 63 755 | 66 231 | 93 291 |
| . Autres | 122 556 | 149 847 | 166 153 | 200 088 | 209 040 | 270 119 |
| ACTIVITE INDETERMINABLE | 91 108 | 69 836 | 106 763 | 73 696 | 64 140 | 71 999 |
| TOTAL | 3 538 083 | 4 479 150 | 5 150 767 | 5 956 422 | 6 175 454 | 6 857 053 |

Tableau II

Répartition des salaires, de 1970 à 1979, par branche économique

| | 1970 | 1972 | 1973 | 1975 | 1977 | 1979 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Unité : pour cent | |
| SECTEUR PRIMAIRE | 0,28 | 0,29 | 0,30 | 0,32 | 0,41 | 0,51 |
| SECTEUR SECONDAIRE | 27,92 | 27,16 | 26,55 | 24,77 | 23,91 | 22,52 |
| Industrie, arts et métiers | 20,92 | 19,85 | 19,55 | 18,59 | 18,30 | 17,45 |
| . Alimentation, boissons et tabac | 1,76 | 1,88 | 1,73 | 1,59 | 1,63 | 1,75 |
| . Industrie du bois, du meuble | 0,82 | 0,79 | 0,77 | 0,66 | 0,64 | 0,68 |
| . Arts graphiques | 1,95 | 1,94 | 1,96 | 1,87 | 1,78 | 1,50 |
| . Industrie chimique | 1,78 | 2,03 | 2,17 | 2,07 | 2,26 | 2,35 |
| . Métallurgie; machines, appareils, véhicules | 10,11 | 9,27 | 9,23 | 9,09 | 8,75 | 8,13 |
| . Horlogerie, bijouterie | 2,79 | 2,31 | 2,27 | 2,20 | 2,24 | 2,30 |
| . Autres | 1,71 | 1,63 | 1,42 | 1,11 | 1,00 | 0,74 |
| Bâtiment, génie civil | 6,11 | 6,38 | 6,05 | 5,17 | 4,52 | 4,05 |
| Energie, environnement | 0,89 | 0,93 | 0,95 | 1,01 | 1,09 | 1,02 |
| SECTEUR TERTIAIRE | 69,22 | 70,99 | 71,08 | 73,67 | 74,64 | 75,92 |
| Commerce | 14,38 | 14,61 | 14,23 | 14,16 | 13,96 | 13,89 |
| . Commerce de gros, courtage | 7,09 | 7,31 | 7,30 | 7,45 | 7,07 | 7,18 |
| . Commerce de détail | 7,29 | 7,30 | 6,93 | 6,71 | 6,89 | 6,71 |
| Banques, assurances, affaires immobilières, consultation | 16,77 | 16,98 | 16,83 | 16,86 | 17,05 | 17,74 |
| . Banques | 7,86 | 7,85 | 7,91 | 8,38 | 8,46 | 8,70 |
| . Assurances | 1,55 | 1,52 | 1,48 | 1,63 | 1,63 | 1,71 |
| . Affaires immobilières, location | 1,18 | 1,21 | 1,27 | 1,21 | 1,23 | 1,27 |
| . Consultation | 6,18 | 6,40 | 6,17 | 5,64 | 5,73 | 6,06 |
| Transports, communications, hôtellerie | 8,90 | 9,02 | 9,64 | 9,03 | 8,59 | 8,65 |
| . Transports, entrepôts, expéditions; poste, télécommunications | 5,46 | 5,67 | 6,04 | 5,93 | 5,64 | 5,25 |
| . Hôtellerie, restauration | 3,44 | 3,35 | 3,60 | 3,10 | 2,95 | 3,40 |
| Autres services | 29,17 | 30,38 | 30,38 | 33,62 | 35,04 | 35,64 |
| . Administration publique | 5,40 | 5,44 | 5,71 | 5,83 | 5,87 | 6,03 |
| . Organisations internationales gouvernementales | 11,12 | 11,41 | 11,18 | 11,56 | 12,65 | 12,03 |
| . Instruction, recherche | 4,50 | 5,27 | 5,28 | 6,72 | 6,89 | 6,98 |
| . Hygiène publique | 3,44 | 3,76 | 3,89 | 5,08 | 5,18 | 5,30 |
| . Réparations | 1,25 | 1,15 | 1,09 | 1,07 | 1,07 | 1,36 |
| . Autres | 3,46 | 3,35 | 3,23 | 3,36 | 3,38 | 3,94 |
| ACTIVITE INDETERMINABLE | 2,58 | 1,56 | 2,07 | 1,24 | 1,04 | 1,05 |
| TOTAL | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

Base économique ou activités locales

La notion de base économique désigne les branches dans lesquelles une région s'est spécialisée et dont la production est, en conséquence, essentiellement destinée aux marchés extérieurs à la région considérée. A l'inverse, les activités locales travaillent principalement à la satisfaction des besoins de la population locale, par exemple, l'administration publique et l'hygiène.

Les activités qui font partie de la base économique du canton de Genève sont les suivantes[1] :

- secteur secondaire : industrie du tabac, arts graphiques, industrie chimique, industrie des machines, horlogerie et bijouterie,
- secteur tertiaire : commerce de gros et courtage, banques, assurances, consultation, transports, hôtellerie et restauration, organisations internationales gouvernementales.

Il faut préciser que chacune des branches précitées comprend, à côté des éléments qui la rattachent à la "base économique", des activités qui ne jouent qu'un rôle local. Par exemple, des entreprises des arts graphiques ou certaines banques remplissent une fonction à l'échelle du canton (exemple : les banques d'Etat).

De même, le commerce de gros englobe des sièges administratifs d'entreprises multinationales (activité dirigée vers l'extérieur du canton) mais aussi des entrepôts de grossistes qui alimentent le commerce de détail local. Parmi les activités locales, le secteur primaire exporte hors du canton de nombreux produits, notamment des céréales et du vin, tandis que la branche instruction et recherche comprend, d'une part, l'enseignement primaire et secondaire, destiné principalement à la population locale, et, d'autre part, l'université (plus de la moitié des étudiants proviennent de l'extérieur du canton et une grande partie des diplômes délivrés ne sont pas mis en valeur à Genève), les écoles à caractère international, etc.

En 1979, la base économique du canton a rassemblé plus de la moitié (53,6%) de la masse salariale. Cette proportion est restée stable entre 1970 et 1979, seule s'est modifiée la répartition des activités entre secteurs secondaire et tertiaire, ce dernier s'appropriant 80% des salaires de la base économique en 1979 contre 77% en 1970. A elle seule la principale composante du secteur tertiaire, les organisations internationales gouvernementales (ONU, BIT, OMS, UIT, CERN, etc.), contribue pour plus d'une cinquième aux revenus distribués par la base économique. En termes d'emplois, en prenant pour référence le recensement des entreprises de 1975, la base économique cantonale regroupe près de 48% des emplois, dont moins du quart concerne des activités industrielles.

---

2) Voir "Le secteur international à Genève", collection "Etudes", n° 3, juin 1978.

## 2.4. LES REVENUS D'EXPLOITATION (tableaux 12 à 14)

Entre 1970 et 1979, les revenus d'exploitation des personnes indépendantes ont subi les aléas de la conjoncture dans de plus grandes proportions que les revenus salariaux.

On observe une période de croissance des revenus entre 1970 et 1973 (+ 29,6%; + 9,0% par an), suivie d'un recul prononcé entre 1973 et 1975 (- 11,7%; - 6,0% par an). La légère reprise enregistrée lors des deux années suivantes, + 1,6% de 1975 à 1977, est confirmée par la suite, + 6,1% de 1977 à 1979. Cependant, en termes réels, le niveau atteint en 1979 est inférieur à celui de 1970 de plus de 20%[1].

Répartition des revenus d'exploitation par secteur économique

En dix ans, la part du secteur tertiaire dans le total des revenus d'exploitation a progressé de 61,5% à 70,6%. A l'intérieur du secteur, la répartition des rémunérations par type d'activité s'est quelque peu modifiée entre 1970 et 1979 : les parts du commerce (- 2,8%), des banques, assurances, affaires immobilières, etc. (- 1,8%) et des autres services (- 1,1%) ont régressé au profit des transports et de l'hôtellerie (+ 1,5%) et surtout de l'hygiène publique (+ 4,2%). Cette dernière activité a enregistré l'évolution la plus remarquable, + 76,2%, soit un accroissement annuel moyen de 6,5% qui découle dans une large mesure de l'augmentation du nombre de médecins. Les indépendants contribuent pour un quart aux revenus d'activité de cette branche, alors que pour l'ensemble du secteur tertiaire leur part n'atteint pas dix pour cent.

Les revenus provenant d'activités industrielles ou artisanales sont restés pratiquement stables depuis 1975 en valeur nominale. Quant aux revenus liés à la construction, en forte progression jusqu'en 1973, + 53,2%, ils ont ensuite fortement chuté et le montant plancher atteint en 1977 ne représentait plus que les 41% de celui de 1973. La période de référence (1973) se situant à la fin d'une phase de haute conjoncture ayant débuté en 1968, il en résulte un effet de base particulièrement sensible. Globalement, la contribution relative du secteur secondaire au revenu total des indépendants a reculé de plus de 30%, passant de 30,8% en 1970 à 21,1% en 1979. Pour les 3/4, elle provient d'activités industrielles ou artisanales.

Enfin, signalons que les revenus d'exploitation du secteur primaire ont plus que doublé, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 8,7%.

---

1) Des causes structurelles expliquent également l'évolution des revenus d'exploitation : la diminution du nombre des personnes indépendantes et le changement de nature juridique de certaines sociétés (voir paragraphe 2.2., page 6).

Tableau 12

Revenus d'exploitation distribués dans le canton de Genève, de 1970 à 1979, par branche économique

| | 1970 | 1972 | 1973 | 1975 | 1977 | 1979 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Unité : 1000 F. |
| SECTEUR PRIMAIRE | 21 925 | 26 593 | 32 568 | 35 288 | 45 304 | 46 446 |
| SECTEUR SECONDAIRE | 200 041 | 232 652 | 238 786 | 177 875 | 165 792 | 168 942 |
| Industrie, arts et métiers[1] | 137 578 | 150 505 | 143 082 | 123 385 | 126 529 | 126 828 |
| Bâtiment, génie civil | 62 463 | 82 147 | 95 704 | 54 490 | 39 263 | 42 114 |
| SECTEUR TERTIAIRE | 398 698 | 481 153 | 531 654 | 501 110 | 525 670 | 565 150 |
| Commerce | 97 674 | 117 204 | 129 245 | 116 739 | 114 092 | 122 654 |
| Banques, assurances, affaires immobilières, location, consultation | 157 658 | 194 305 | 211 541 | 191 701 | 200 477 | 213 331 |
| Transports, communications, hôtellerie | 50 542 | 63 469 | 70 013 | 62 531 | 74 625 | 80 274 |
| Hygiène publique | 68 555 | 75 511 | 83 147 | 90 710 | 104 182 | 120 814 |
| Autres services | 24 269 | 30 664 | 37 708 | 39 430 | 32 294 | 28 077 |
| ACTIVITE INDETERMINABLE | 28 197 | 23 770 | 37 867 | 28 377 | 17 811 | 20 255 |
| TOTAL | 648 861 | 764 168 | 840 875 | 742 650 | 754 577 | 800 793 |

1) Y compris énergie et environnement.

Tableau 13

Répartition des revenus d'exploitation, de 1970 à 1979, par branche économique

| | 1970 | 1972 | 1973 | 1975 | 1977 | 1979 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Unité : pour cent |
| SECTEUR PRIMAIRE | 3,38 | 3,48 | 3,87 | 4,75 | 6,00 | 5,80 |
| SECTEUR SECONDAIRE | 30,83 | 30,45 | 28,40 | 23,95 | 21,97 | 21,10 |
| Industrie, arts et métiers[1] | 21,20 | 19,70 | 17,02 | 16,61 | 16,77 | 15,84 |
| Bâtiment, génie civil | 9,63 | 10,75 | 11,38 | 7,34 | 5,20 | 5,26 |
| SECTEUR TERTIAIRE | 61,45 | 62,96 | 63,23 | 67,48 | 69,67 | 70,57 |
| Commerce | 15,05 | 15,34 | 15,37 | 15,72 | 15,12 | 15,32 |
| Banques, assurances, affaires immobilières, location, consultation | 24,30 | 25,43 | 25,16 | 25,81 | 26,57 | 26,64 |
| Transports, communications, hôtellerie | 7,79 | 8,30 | 8,33 | 8,42 | 9,89 | 10,02 |
| Hygiène publique | 10,57 | 9,88 | 9,89 | 12,22 | 13,81 | 15,09 |
| Autres services | 3,74 | 4,01 | 4,48 | 5,31 | 4,28 | 3,50 |
| ACTIVITE INDETERMINABLE | 4,34 | 3,11 | 4,50 | 3,82 | 2,36 | 2,53 |
| TOTAL | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

1) Y compris énergie et environnement.

Tableau 14

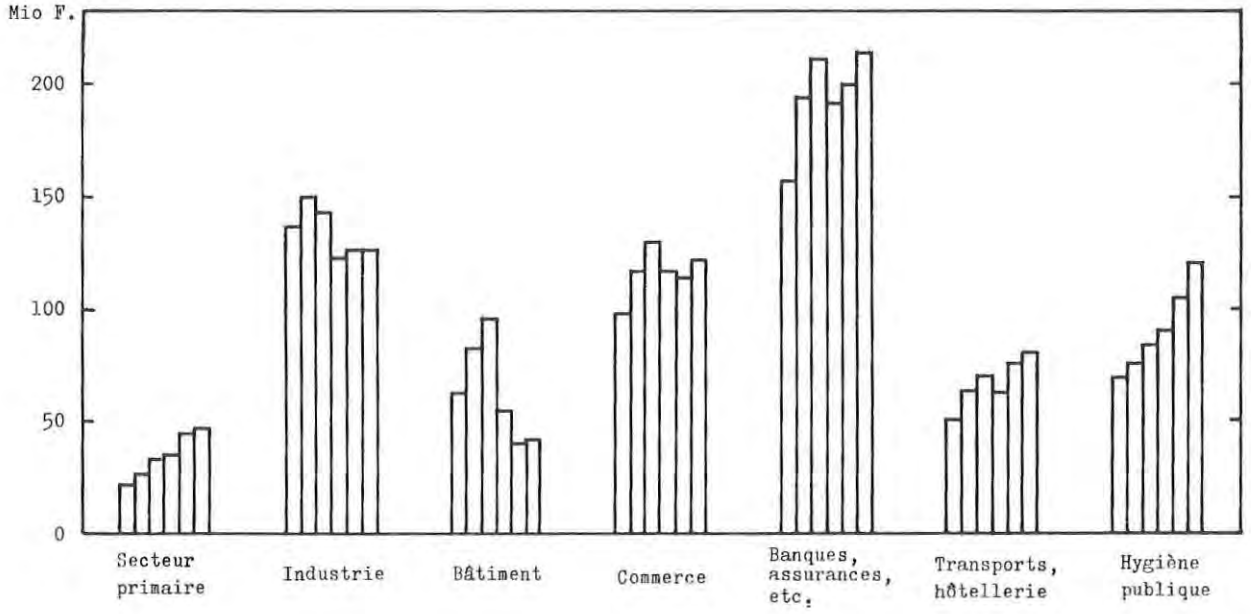
Evolution des revenus d'exploitation de 1970 à 1979

| | Accroissement annuel moyen entre... | | | | Accroissement 1970-79 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1970-73 | 1973-75 | 1975-79 | 1970-79 | En termes nominaux | En termes réels |
| | | | | | Unité : pour cent | |
| SECTEUR PRIMAIRE | + 14,1 | + 4,1 | + 7,1 | + 8,7 | +111,8 | + 35,8 |
| SECTEUR SECONDAIRE | + 6,1 | - 13,7 | - 1,3 | - 1,9 | - 15,5 | - 45,8 |
| Industrie, arts et métiers[1] | + 1,3 | - 7,2 | + 0,7 | - 0,9 | - 7,8 | - 40,9 |
| Bâtiment, génie civil | + 15,3 | - 24,6 | - 6,2 | - 4,3 | - 32,6 | - 56,8 |
| SECTEUR TERTIAIRE | + 10,1 | - 2,9 | + 3,1 | + 3,9 | + 41,7 | - 9,2 |
| Commerce | + 9,8 | - 5,0 | + 1,3 | + 2,6 | + 25,6 | - 19,5 |
| Banques, assurances, affaires immobilières, location, consultation | + 10,3 | - 4,8 | + 2,7 | + 3,4 | + 35,3 | - 13,3 |
| Transports, communications, hôtellerie | + 11,5 | - 5,5 | + 6,4 | + 5,3 | + 58,8 | + 1,8 |
| Hygiène publique | + 6,6 | + 4,5 | + 7,4 | + 6,5 | + 76,2 | + 12,9 |
| Autres services | + 15,8 | + 2,3 | - 8,1 | + 1,6 | + 15,7 | - 25,8 |
| ACTIVITE INDETERMINABLE | . | . | . | . | . | . |
| TOTAL | + 9,0 | - 6,0 | + 1,9 | + 2,4 | + 23,4 | - 20,9 |

1) Y compris énergie et environnement.

Graphique H

Revenus d'exploitation distribués dans le canton, de 1970 à 1979, par branche économique



# 3. salaires moyens à genève et en suisse de 1978 à 1982

L'enquête générale sur les salaires et traitements, dont l'origine remonte à 1942, est réalisée par la division de la statistique sociale de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT). Chaque année, elle mesure le niveau des salaires moyens en Suisse par catégorie de travailleurs et par branche économique et permet de suivre leur évolution dans le temps. De plus, depuis 1978, des données régionalisées sont publiées par canton et pour les cinq principales agglomérations du pays.

Les caractéristiques de cette statistique ont été décrites dans le fascicule de juillet 1979 de "La Vie économique" sous le titre "les bases de l'enquête générale sur les salaires et traitements". Celles-ci sont résumées dans la présente publication à la page 29.

Les tableaux et graphiques présentés dans ce chapitre permettent à la fois de situer Genève par rapport aux autres cantons suisses dans le domaine des salaires (tableaux 15 et 16, graphiques I et J) et d'offrir un aperçu des différences de rémunération par secteur économique et par sexe, à Genève et en Suisse, pour les ouvriers et les employés (tableaux 17 et 18).

Résultats et commentaires

A partir des résultats de l'enquête de l'OFIAMT, le SCS a calculé les salaires mensuels moyens de l'ensemble des travailleurs dans cinq grands cantons et trois agglomérations (voir tableau 15). De ces calculs, qui reflètent des effets de structure régionale diversifiée[1], il ressort que les cantons de Bâle-Ville et de Zurich ainsi que l'agglomération zurichoise offrent le plus haut niveau de rémunération du pays (environ F 3'600,- en 1982), précédant le canton de Genève et l'agglomération bernoise (F 3'500,-). Le canton de Berne (F 3'300,-) dépasse de peu la moyenne nationale alors que le canton de Vaud et l'agglomération lausannoise se situent au-dessous (F 3'200,-).

- Gains horaires moyens des ouvriers (graphique I, page 27)

  Le graphique I présente les gains horaires moyens des ouvriers par sexe et canton en 1979. Sur l'axe horizontal (abscisse) l'échelle des salaires horaires féminins varie de F 6,- à F 12,-; sur l'axe vertical (ordonnée) celle des salaires masculins s'échelonne de F 12,- à F 16,-. Les moyennes suisses (F 9,35 pour les ouvrières, F 13,92 pour les ouvriers) divisent le graphique en quartiers numérotés de 1 à 4. Chaque point représente un canton, déterminé à partir de ses coordonnées.

  Dans le premier quartier, on trouve sept cantons qui offrent des salaires supérieurs à la moyenne suisse aussi bien aux hommes qu'aux femmes; ce sont : Argovie, Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Genève, Schaffhouse, Soleure et Zurich (la Suisse industrielle du nord plus Genève). Dans le deuxième quartier se placent Berne, Neuchâtel et Zoug dont seuls les salaires féminins sont supérieurs à la moyenne. Les seize autres cantons sont au-dessous des salaires moyens du pays. Sur l'ensemble de la période 1978 à 1982, la situation relative des cantons est restée très stable.

---

1) Influence de facteurs personnels tels que le sexe, l'âge, l'état civil et la qualification des travailleurs et de la structure par branche d'activité des différentes régions.

La disparité régionale des salaires, mesurée par la différence entre le salaire horaire moyen du canton où il est le plus faible (Appenzell Rh. Int. pour les ouvriers, le Tessin pour les ouvrières) et celui où il est le plus élevé (Bâle-Ville) est de F 2,69 chez les ouvriers en 1979 (F 3,28 en 1982) et de F 5,15 chez les ouvrières (F 6,43 en 1982). Selon ce critère, la disparité est près de deux fois plus importante chez les femmes que chez les hommes.

Tableau 15

Salaires mensuels moyens[1)] de l'ensemble des travailleurs, dans quelques cantons, de 1979 à 1982

Situation en octobre

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Unité : franc |
| Genève | 2 913 | 3 069 | 3 256 | 3 479 |
| Bâle-Ville | 3 055 | 3 207 | 3 424 | 3 627 |
| Berne | 2 753 | 2 892 | 3 083 | 3 310 |
| dont agglomération Berne | 2 914 | 3 075 | 3 276 | 3 517 |
| Vaud | 2 639 | 2 778 | 2 953 | 3 179 |
| dont agglomération Lausanne | 2 695 | 2 847 | 3 012 | 3 241 |
| Zurich | 3 008 | 3 151 | 3 336 | 3 577 |
| dont agglomération Zurich | 3 067 | 3 208 | 3 395 | 3 634 |
| Suisse | 2 750 | 2 883 | 3 064 | 3 279 |

1) Salaires bruts y compris indemnités diverses.

Source : SCS. Pour obtenir les salaires mensuels moyens de l'ensemble des travailleurs, c'est-à-dire des ouvriers et des employés sans distinction de sexe, on a procédé à la pondération des salaires moyens des différentes catégories de travailleurs de l'OFIAMT en fonction des effectifs employés dans chacune d'entre elles par les entreprises participant à l'enquête. La conversion des gains horaires des ouvriers en salaires mensuels s'est faite sur la base de la durée moyenne du travail du personnel d'exploitation au quatrième trimestre.

. Gains mensuels moyens des employés (graphique J, page 27)

Etabli sur le modèle du graphique I, le graphique J montre la répartition des salaires mensuels des employés par sexe et canton en 1979. Les salaires féminins figurent en abscisse, les salaires masculins en ordonnée; les moyennes suisses, respectivement F 2'351,- et F 3'523,- divisent le graphique en quatre.

Les cinq cantons qui offrent des salaires supérieures à la moyenne suisse sont situés dans le premier quartier; on retrouve Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Genève et Zurich, déjà cités en tête pour les gains des ouvriers, auxquels s'ajoute le canton de Zoug. Argovie, Berne et Schaffhouse sont placés dans le troisième quartier, car seuls leurs salaires masculins sont supérieurs à la moyenne; enfin, les dix-huit autres cantons se trouvent en-dessous des salaires moyens aussi bien masculins que féminins. De 1978 à 1982, seuls Bâle-Ville, Genève et Zurich se sont maintenus dans le premier quartier.

Chez les employés, c'est Zurich qui présente le salaire mensuel moyen le plus haut (F 3'719,- en 1979, F 4'417,- en 1982), alors qu'on trouve au dernier rang le canton du Tessin (respectivement F 3'043,- et F 3'683,-), l'écart entre les deux cantons passant de F 676,- à F 734,-.

Genève vient en tête dans la catégorie des employées, avec un salaire mensuel moyen de F 2'578,- en 1979 et de F 3'160,- en 1982, et c'est un autre canton romand, le Valais, qui prend place en dernière position (respectivement F 1'916,- et F 2'194,-). La différence de rémunération entre les deux cantons s'est fortement accrue en trois ans : de F 662,- en 1979 à F 966,- en 1982 ( + 45,9%).

Le tableau 16 établit le classement des cantons qui proposent les plus fortes rémunérations ainsi que celui des cantons romands, en 1982. Les cantons figurent dans l'ordre décroissant des rémunérations offertes.

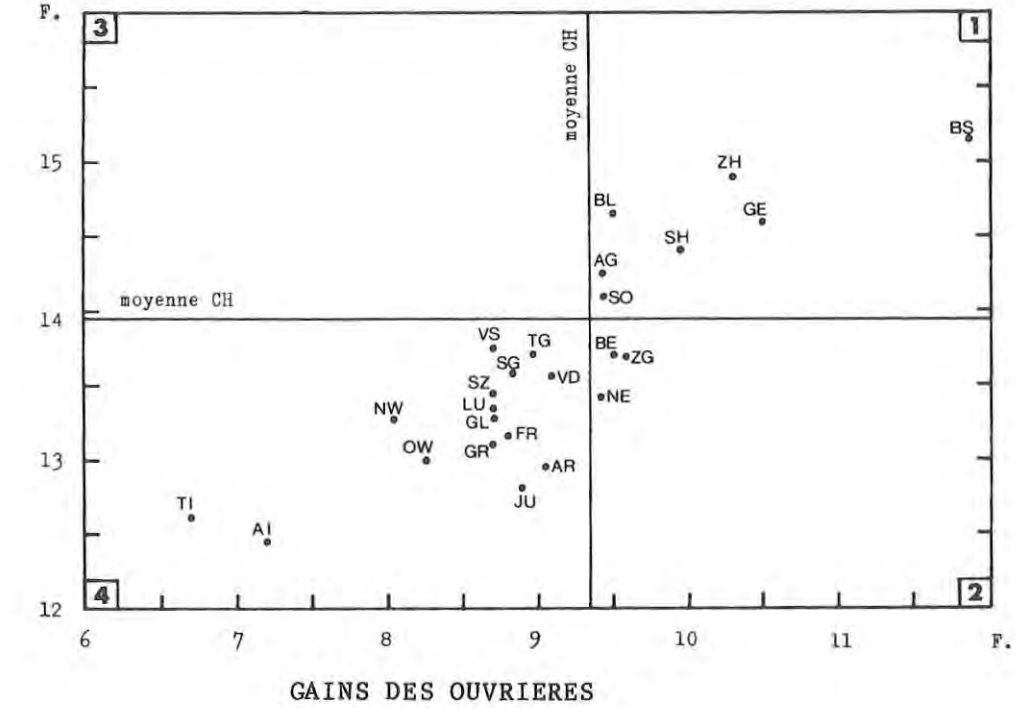
Tableau 16

Rang de quelques cantons, par catégorie de travailleurs, en 1982

| | Ouvriers | Ouvrières | Employés | Employées |
|---|---|---|---|---|
| Zurich | 2 | 3 | 1 | 2 |
| Bâle-Ville | 1 | 1 | 4 | 3 |
| Genève | 3 | 2 | 7 | 1 |
| Schaffhouse | 7 | 4 | 2 | 4 |
| Bâle-Campagne | 4 | 8 | 5 | 5 |
| Argovie | 5 | 8 | 3 | 10 |
| Berne | 9 | 6 | 6 | 7 |
| Zoug | 8 | 10 | 8 | 6 |
| Soleure | 6 | 7 | 15 | 14 |
| Vaud | 14 | 13 | 17 | 9 |
| Neuchâtel | 12 | 5 | 23 | 19 |
| Valais | 9 | 19 | 14 | 26 |
| Jura | 21 | 11 | 19 | 23 |
| Fribourg | 19 | 16 | 18 | 22 |

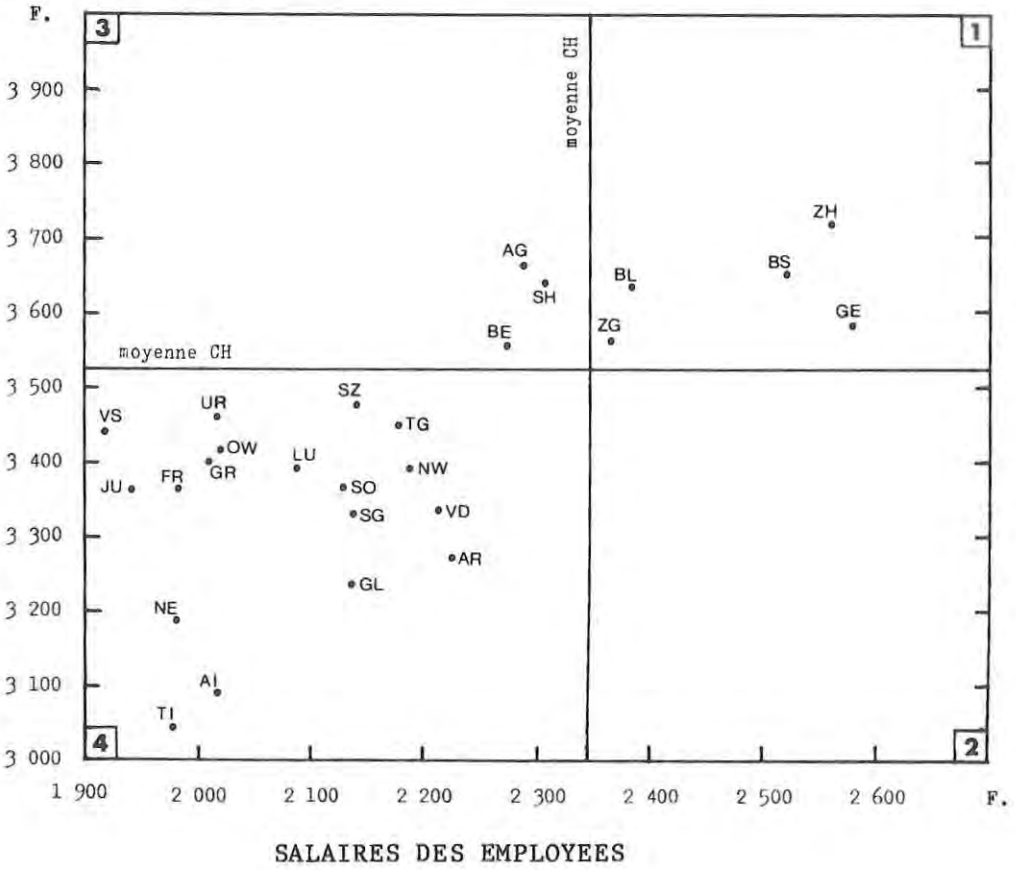
Graphique I

Gains horaires moyens des ouvriers, dans les cantons suisses, en 1979




Graphique J

Salaires mensuels moyens des employés, dans les cantons suisses, en 1979



. Ecarts de rémunération entre hommes et femmes

Entre 1979 et 1982, les différences de rémunération entre les hommes et les femmes se sont sensiblement réduites dans le canton : de 6,2% dans la catégorie des ouvriers, chez qui le rapport entre salaire horaire féminin et masculin progresse de 71,7% à 77,9%, et de 2,4% dans celle des employés, pour lesquels le même rapport passe de 72,0% à 74,4%.

Sur le plan suisse, cette tendance n'est que très faiblement perceptible puisque les salaires des ouvrières représentent 67,2% des gains des ouvriers en 1979 contre 67,3% en 1982 et que les rémunérations des employées correspondent à 66,7% de celles des employés en 1979 et à 67,2% en 1982.

En résumé, les salaires féminins sont inférieurs aux salaires masculins de 22 à 25% dans le canton de Genève et plus faibles d'environ un tiers sur l'ensemble du pays.

. Ecarts de rémunération entre Genève et la Suisse

Entre Genève et la Suisse les écarts de rémunération sont très variables selon qu'on considère les hommes ou les femmes, les ouvriers ou les employés.

Les salaires des ouvrières sont, à Genève, supérieurs de 20,6% à la moyenne suisse en 1982 (+ 12,1% en 1979) alors que ceux des ouvriers ne dépassent cette moyenne que de 4,3% (+ 5,0% en 1979).

Les employées genevoises, qui sont les mieux rémunérées du pays, perçoivent des salaires de 12,0% plus élevés que ceux des Suissesses en 1982 (+ 9,7% en 1979). Quant aux salaires des employés genevois, ils dépassent à peine la moyenne nationale : + 1,1% en 1982 contre + 1,6% en 1979. Rappelons que dans cette dernière catégorie le canton ne figure qu'au 7e rang, après Zurich, Schaffhouse, Argovie, Bâle-Ville, Bâle-Campagne et Berne. La moins bonne représentativité de l'enquête dans le secteur tertiaire explique en grande partie ce résultat. En effet, certaines branches d'activité très importantes dans le canton ne sont pas englobées dans l'enquête de l'OFIAMT, entre autres les administrations communales et cantonale, l'enseignement et l'hygiène, alors que les salaires des banques et assurances ne sont pas régionalisés.

ENQUETE GENERALE SUR LES SALAIRES ET TRAITEMENTS

- Méthode

Les données élaborées dans le cadre de cette enquête le sont au moyen de la "méthode des sommes de salaires". Les entreprises participantes ne communiquent pas les gains individuels de leurs différents travailleurs, mais la masse salariale qu'elles versent à des groupes entiers de salariés pour une période de paie donnée, ainsi que la somme des heures de travail payées et le nombre de travailleurs concernés pendant cette période.

- Branches économiques

L'enquête couvre les branches suivantes : l'horticulture et la sylviculture, l'industrie et l'artisanat, la construction, l'énergie, le commerce, les banques et assurances, les affaires immobilières, les transports et communications, l'hôtellerie, les bureaux de consultation, le nettoyage et les réparations. Si, depuis 1977, l'administration fédérale, les CFF et les PTT sont inclus dans le champ de l'enquête, celle-ci n'incorpore toujours pas l'agriculture, les administrations communales et cantonales et de nombreuses activités de services, en particulier l'enseignement, la recherche, l'hygiène et les oeuvres sociales. Dans les branches retenues, l'enquête est effectuée soit directement auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises, soit par l'intermédiaire d'associations patronales.

- Travailleurs

L'ensemble des travailleurs (y compris les jeunes et les apprentis) occupés à plein temps dans les entreprises concernées pendant une période de paie du mois d'octobre (juillet pour l'hôtellerie) est pris en considération. Les chômeurs partiels sont également comptés.

Plusieurs catégories de travailleurs sont définies. Pour le personnel d'exploitation on distingue les ouvriers qualifiés, semi-qualifiés, non qualifiés et les jeunes gens de moins de 19 ans, alors que chez les employés adultes quatre niveaux de qualification sont retenus : cadres supérieurs, employés qualifiés travaillant de manière indépendante, employés ne travaillant pas de manière indépendante, aides-employés. La répartition par sexe est effectuée pour chaque catégorie de travailleurs.

- Gain

Le gain enregistré dans l'enquête inclut la totalité des éléments soumis au paiement des cotisations AVS (salaire prévu par contrat, allocation de renchérissement, gains accessoires, primes et prestations en nature) ainsi que les prestations sociales non assujetties à celles-ci.

- Calculs des gains moyens

Pour chaque catégorie de travailleurs, on calcule, tout d'abord, les gains moyens par branche économique. Les gains horaires des ouvriers s'obtiennent en divisant la somme de leurs salaires bruts par le nombre correspondant d'heures de travail payées; les salaires mensuels des employés se calculent de la même manière en divisant la somme de leurs traitements bruts par le nombre correspondant d'employés.

Ensuite, grâce à un schéma de pondération constant, on détermine les gains moyens des ouvriers et des employés par branche économique, par secteur et pour l'ensemble des activités. La pondération des catégories de travailleurs s'effectue en fonction de leurs effectifs à l'enquête de 1977, alors que la pondération des branches est déterminée par les résultats du recensement fédéral des entreprises de 1975.

- Régionalisation des données

Les salaires et traitements des branches suivantes ne sont, pour l'instant, pas régionalisables : industrie textile, arts graphiques, industrie des machines et métaux, commerce de détail, banques et assurances, hôtellerie ainsi que les CFF et PTT.

Les salaires des cadres supérieurs, des apprentis, des jeunes gens jusqu'à 19 ans, des voyageurs de commerce et des représentants ne sont pas pris en compte.

Les gains moyens régionaux par secteur économique et catégorie de travailleurs, calculés selon la méthode des sommes de salaires, sont ensuite pondérés en fonction de leurs effectifs lors du mois de l'enquête.

- Publication des résultats

Les résultats de l'enquête générale d'octobre sur les salaires et traitements sont publiés dans "La Vie économique" du mois de juin suivant; les résultats régionalisés dans le fascicule d'août de la même revue.

Tableau 17

Salaires bruts moyens des ouvriers et employés, dans le canton de Genève, de 1978 à 1982

| | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Unité : franc |
| OUVRIERS (gains horaires moyens)[1] | | | | | |
| Ensemble des branches économiques | | | | | |
| . Ouvrières | 10,03 | 10,48 | 11,33 | 12,24 | 13,56 |
| . Ouvriers | 14,07 | 14,62 | 15,40 | 16,30 | 17,41 |
| Industrie, arts et métiers | | | | | |
| . Ouvrières | 10,25 | 10,74 | 11,60 | 12,61 | 14,04 |
| . Ouvriers | 14,75 | 15,54 | 16,50 | 17,67 | 18,98 |
| Construction | | | | | |
| . Ouvriers | 13,28 | 13,63 | 14,20 | 14,88 | 16,04 |
| Services | | | | | |
| . Ouvrières | 9,21 | 9,64 | 10,44 | 11,11 | 12,11 |
| . Ouvriers | 13,95 | 14,51 | 15,30 | 16,14 | 17,18 |
| EMPLOYES (salaires mensuels moyens)[1] | | | | | |
| Ensemble des branches économiques | | | | | |
| . Employées | 2 478 | 2 578 | 2 745 | 2 949 | 3 160 |
| . Employés | 3 461 | 3 581 | 3 772 | 3 986 | 4 247 |
| Industrie, arts et métiers | | | | | |
| . Employées | 2 526 | 2 656 | 2 835 | 3 079 | 3 322 |
| . Employés | 3 707 | 3 839 | 3 995 | 4 267 | 4 583 |
| Services | | | | | |
| . Employées | 2 462 | 2 558 | 2 724 | 2 921 | 3 128 |
| . Employés | 3 351 | 3 477 | 3 674 | 3 873 | 4 122 |
| ENSEMBLE DES OUVRIERS[2] | | | | | |
| Gains horaires moyens | * | 13,96 | 14,76 | 15,65 | 16,86 |
| Gains convertis en salaires mensuels | * | 2 686 | 2 821 | 2 991 | 3 207 |
| ENSEMBLES DES EMPLOYES | | | | | |
| Salaires mensuels moyens | * | 3 133 | 3 310 | 3 521 | 3 753 |
| ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS | | | | | |
| Salaires mensuels moyens | * | 2 913 | 3 069 | 3 256 | 3 479 |

1) Source : OFIAMT.
2) Source : SCS. Voir note 1) tableau 15.

Tableau 18

Salaires bruts moyens des ouvriers et employés, en Suisse, de 1978 à 1982

| | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Unité : franc |
| OUVRIERS (gains horaires moyens)[1] | | | | | |
| Ensemble des branches économiques | | | | | |
| . Ouvrières | 9,03 | 9,35 | 9,90 | 10,57 | 11,24 |
| . Ouvriers | 13,45 | 13,92 | 14,65 | 15,58 | 16,70 |
| Industrie, arts et métiers | | | | | |
| . Ouvrières | 9,13 | 9,43 | 10,04 | 10,83 | 11,59 |
| . Ouvriers | 13,82 | 14,30 | 15,13 | 16,20 | 17,30 |
| Construction | | | | | |
| . Ouvriers | 12,87 | 13,27 | 13,86 | 14,61 | 15,76 |
| Services | | | | | |
| . Ouvrières | 8,86 | 9,21 | 9,63 | 10,07 | 10,57 |
| . Ouvriers | 13,06 | 13,55 | 14,18 | 14,98 | 16,12 |
| EMPLOYES (salaires mensuels moyens)[1] | | | | | |
| Ensemble des branches économiques | | | | | |
| . Employées | 2 271 | 2 351 | 2 478 | 2 637 | 2 821 |
| . Employés | 3 416 | 3 523 | 3 706 | 3 926 | 4 200 |
| Industrie, arts et métiers | | | | | |
| . Employées | 2 288 | 2 362 | 2 505 | 2 664 | 2 841 |
| . Employés | 3 472 | 3 569 | 3 774 | 3 996 | 4 264 |
| Services | | | | | |
| . Employées | 2 263 | 2 345 | 2 466 | 2 625 | 2 812 |
| . Employés | 3 365 | 3 475 | 3 647 | 3 863 | 4 139 |
| ENSEMBLE DES OUVRIERS[2] | | | | | |
| Gains horaires moyens | * | 13,01 | 13,70 | 14,58 | 15,65 |
| Gains convertis en salaires mensuels | * | 2 503 | 2 618 | 2 786 | 2 977 |
| ENSEMBLES DES EMPLOYES | | | | | |
| Salaires mensuels moyens | * | 3 113 | 3 272 | 3 469 | 3 711 |
| ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS | | | | | |
| Salaires mensuels moyens | * | 2 750 | 2 883 | 3 064 | 3 279 |

1) Source : OFIAMT.
2) Source : SCS. Voir note 1) tableau 15.

**Collection «Aspects statistiques»**

**Déjà paru:**

No 1 — Programme 1977-1981 des investissements publics à Genève (Février 1977, 35 pages, épuisé.)
No 2 — Les locaux commerciaux vacants au 1er décembre 1976 dans le canton de Genève (Mars 1977, 7 pages, prix: 3 F.)
No 3 — Le secteur public à Genève. Analyse descriptive selon le recensement fédéral des entreprises de septembre 1975. (Extraits du volume No 1 paru dans la collection «Etudes», Mai 1977, 84 pages, prix: 5 F.)
No 4 — Dépenses pour les constructions dans le canton de Genève en 1976 et 1977 (Mai 1977, 21 pages, prix: 4 F.)
No 5 — Evolution de l'emploi à Genève depuis 1973 (Juin 1977, 28 pages, prix: 4 F.)
No 6 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1er décembre 1977 (Février 1978, 61 pages, prix: 5 F.)
No 7 — Dépenses pour les travaux de construction en 1977 et 1978 à Genève (Avril 1978, 32 pages, prix: 4 F.)
No 8 — Recensement fédéral des entreprises 1975 à Genève (Juin 1978, 60 pages, épuisé.)
No 9 — Les organisations internationales à Genève en 1977-1978. Emplois, dépenses et réunions internationales (Décembre 1978, 44 pages, prix: 4 F.)
No 10 — Franc suisse et économie genevoise. Quelques considérations générales sur l'évolution du cours du franc suisse; enquête auprès d'un échantillon d'entreprises; tourisme et hôtellerie (Janvier 1979, 52 pages, prix: 4 F.)
No 11 — Perspectives d'évolution de la population du canton de Genève. Edition 1979 (Février 1979, 56 pages, prix: 5 F.)
No 12 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1er décembre 1978 (Février 1979, 56 pages, prix: 5 F.)
No 13 — Dépenses pour les travaux de construction en 1978 et 1979 à Genève (Mai 1979, 28 pages, prix: 4 F.)
No 14 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1er décembre 1979 (Mars 1980, 51 pages, prix: 5 F.)
No 15 — Evolution de l'emploi à Genève (Mai 1980, 80 pages, prix: 5 F.)
No 16 — La dépendance économique des entreprises du canton de Genève. Analyse par type et degré de dépendance, région et branche économique (Octobre 1980, 31 pages, prix: 5 F.)
No 17 — Evolution des prix à la consommation. Bilan 1980 et perspectives 1981 pour Genève (Février 1981, 12 pages, prix: 5 F.)
No 18 — Les organisations internationales à Genève. Emplois, dépenses et réunions internationales en 1979-1980 (Mars 1981, 12 pages, prix: 5 F.)
No 19 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1er décembre 1980 (Mars 1981, 16 pages, prix: 5 F.)
No 20 — Le commerce extérieur du canton de Genève 1972-1980. Résultats par groupes de marchandises (Avril 1981, 20 pages, prix: 5 F.)
No 21 — Evolution semestrielle des loyers. Résultats de mai 1981 pour Genève (Juin 1981, 12 pages, prix: 5 F.)
No 22 — Recensement fédéral de la population 1980. 1: Population résidente et ménages (Octobre 1981, 20 pages, prix: 5 F.)
No 23 — Recensement fédéral de l'agriculture et de l'horticulture du 30 juin 1980 à Genève (Octobre 1981, 20 pages, prix: 5 F.)
No 24 — Population active à Genève 1980 (Novembre 1981, 16 pages, prix: 5 F.)
No 25 — Les brevets originaires de Genève délivrés en Suisse 1978-1980 (Décembre 1981, 20 pages, prix: 5 F.)
No 26 — Evolution semestrielle des loyers. Rétrospective et résultats de novembre 1981 (Février 1982, 16 pages, prix: 5 F.)
No 27 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1er décembre 1981 (Février 1982, 16 pages, prix: 5 F)
No 28 — Evolution récente de la natalité à Genève (Février 1982, 16 pages, prix: 5 F.)
No 29 — Evolution des prix à la consommation. Bilan 1981 et perspectives 1982 pour Genève (Avril 1982, 16 pages, prix: 5 F.)
No 30 — Recensement fédéral de la population 1980. 2: Structures de la population des communes (Octobre 1982, 44 pages, prix: 10 F.)
No 31 — Note sur l'évolution des divorces à Genève (Novembre 1982, 15 pages, prix: 5 F.)
No 32 — Recensement fédéral de la population 1980. 3: Structures de la population résidente du canton; évolution depuis 1850 (Décembre 1982, 32 pages, prix: 5 F.)
No 33 — Le commerce extérieur du canton de Genève en 1981. Emploi, nature, provenance et destination des marchandises (Février 1983, 24 pages, prix: 5 F.)
No 34 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1er décembre 1982. (Mars 1983, 16 pages, prix: 5 F.)
No 35 — Recensement fédéral de la population 1980. 4: Ménages; composition et taille (Mai 1983, 28 pages, prix 5 F.)
No 36 — Les emplois à Genève en 1982. Résultats de l'enquête de septembre 1982 (Juin 1983, 27 pages, prix: 5 F.)
No 37 — Prix à la consommation et loyers. Evolution 1982-83 à Genève (Juin 1983, 24 pages, prix: 5 F.)
No 38 — Recensement fédéral de la population 1980. 5: Bâtiments et logements; premiers résultats (Septembre 1983, 24 pages, prix: 5 F.)
No 39 — Les revenus distribués par branche économique dans le canton de Genève. Salaires moyens à Genève et en Suisse (Décembre 1982, 32 pages, prix: 5 F.)
— Résultats des votations et élections à Genève (Publication annuelle, disponible depuis 1977, prix du numéro: 5 F.)

**Prochaine publication:**

No 40 — Le niveau des loyers à Genève: analyse statistique.

Prix de ce numéro: 5 F.

**Rédaction, commandes et envoi:**

Service cantonal de statistique, 8, rue du 31-Décembre
Tél. (022) 36 14 00

Case postale 36, 1211 Genève 6
Compte de chèques: 12-6310

Reproduction autorisée avec mention de la source.